



**Association pour le développement de l'éducation en Afrique**

**Biennale de l'éducation en Afrique  
(Libreville, Gabon, 27-31 mars 2006)**

**Programmes d'alphabétisation efficaces**

**Session parallèle A-5**

**Aller de l'alphabétisation  
à l'apprentissage tout au long  
de la vie**

---

**Poursuivre et étendre les programmes  
d'alphabétisation en Ouganda : de  
l'alphabétisation à l'éducation de base pour les  
adultes et au-delà**

---

*par Anthony Okech*

**Document de travail  
en cours d'élaboration**

**NE PAS DIFFUSER**

**DOC A-5.4**

Ce document a été préparé par l'ADEA pour sa biennale (Libreville, Gabon, 27-31 mars 2006). Les points de vue et les opinions exprimés dans ce document sont ceux de(s) (l')auteur(s) et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à ses membres, aux organisations qui lui sont affiliées ou à toute personne agissant au nom de l'ADEA.

Le document est un document de travail en cours d'élaboration. Il a été préparé pour servir de base aux discussions de la biennale de l'ADEA et ne doit en aucun cas être diffusé dans son état actuel et à d'autres fins.

**© Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) – 2006**

**Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)**

Institut international de planification de l'éducation

7-9 rue Eugène Delacroix

75116 Paris, France

Tél. : +33(0)1 45 03 77 57

Fax : +33(0)1 45 03 39 65

adea@iiep.unesco.org

Site web : [www.ADEAnet.org](http://www.ADEAnet.org)

## Sommaire

	Page
1. Abrégé	2
2. Résumé	3
<b>3. Introduction</b>	<b>7</b>
<b>4. Historique de l'alphabétisation en Ouganda</b>	<b>8</b>
4.1 Contexte socio-économique	8
4.2 Cadre politique	8
<b>5. Principales caractéristiques de l'offre des services d'alphabétisation en Ouganda</b>	<b>10</b>
5.1 Couverture	10
5.2 Objectifs et approche	11
5.3 Participants	12
5.4 Facilitateurs et superviseurs	13
5.5 Infrastructures et matériels	14
5.6 Efficacité interne	15
5.7 Acquisition, rétention des connaissances et pratique de l'alphabétisation	16
<b>6. Le paysage à facettes multiples de l'alphabétisation</b>	<b>17</b>
6.1 Diversification de l'offre	17
6.2 Réseautage, échanges et coopération	19
<b>7. Efficacité des programmes et liens avec l'éducation formelle et l'éducation continue</b>	<b>21</b>
7.1 Structure des programmes et lien avec l'éducation continue	21
7.2 Contribution de la méthodologie utilisée actuellement au renforcement des capacités d'apprentissage tout au long de la vie	22
7.3 Développement de l'aptitude au travail et à la vie	24
7.4 Impact de l'alphabétisation	26
<b>8. Bonnes pratiques, défis et implications</b>	<b>27</b>
8.1 Bonnes pratiques	27
8.2 Défis	28
8.3 Implications pour les politiques et la pratique	29
Références	30
Annexe: Etat de l'alphabétisation en Ouganda par groupes d'âge, par sexe, par zone de résidence (urbaine, rurale) pour la population âgée de 10 ans et plus	31

## 1. ABREGE

1. L'Ouganda est un bon exemple de pays qui met en œuvre un programme d'alphabétisation et d'éducation de base de basse intensité, pour les jeunes et les adultes, selon une approche pluraliste où divers intervenants proposent librement ce qu'ils pensent être la meilleure contribution possible à cet effort. L'alphabétisation des jeunes et des adultes est l'un des deux volets de l'approche retenue pour promouvoir l'alphabétisation pour tous en Ouganda ; le second volet étant constitué par l'éducation primaire universelle. Cette approche a été initiée en 1997. L'éducation pour les adultes fait partie des stratégies de lutte contre la pauvreté, domaine dans lequel l'Ouganda a réalisé des progrès notables au cours de la décennie écoulée.

2. Cette étude se propose d'établir jusqu'à quel point les divers programmes d'alphabétisation mis en œuvre en Ouganda ont adopté une perspective holistique centrée sur l'apprentissage tout au long de la vie. Elle s'ouvre sur une description du contexte de l'alphabétisation en Ouganda en insistant sur le cadre socio-économique et de politique. Elle examine, ensuite, les principales caractéristiques de la fourniture des services d'alphabétisation en Ouganda ; puis, traite spécifiquement de la structure du programme d'alphabétisation et de ses liens avec l'éducation continue. Elle insiste particulièrement sur : la méthodologie appliquée actuellement ; la contribution de cette dernière à l'habilitation à l'apprentissage tout au long de la vie ; le développement de l'aptitude au travail et à la vie et l'impact de l'alphabétisation.

3. Cette étude cherche à savoir si la diversification de l'offre des services d'alphabétisation a contribué à enrichir l'environnement de l'alphabétisation, notamment par le développement du réseautage et la création de forums pour les échanges d'idées et d'expériences. Enfin, cette étude met en évidence les bonnes pratiques, les défis à venir et leurs implications spécifiques pour la pratique, les politiques et la coopération. Les principaux résultats de cette étude sont condensés dans les paragraphes 4 et 5 ci-dessous.

4. Les objectifs et les approches des divers programmes d'alphabétisation des adultes mis en œuvre en Ouganda sont variés mais ils restent généralement adaptés aux besoins et aux intérêts des apprenants. En effet, tous ces programmes visent à lier l'enseignement dispensé à la vie professionnelle et à la vie quotidienne. Toutefois, dans la plupart des cas, des faiblesses dans leur mise en œuvre ne permettent pas d'atteindre ces objectifs. De même, à de rares exceptions près, tous ces programmes font de l'alphabétisation de base et ne prévoient pas explicitement de lien avec l'apprentissage continu, l'apprentissage tout au long de la vie et l'éducation formelle. Les objectifs du programme national d'alphabétisation fonctionnelle consistent, notamment, à promouvoir l'apprentissage continu sur le lieu de travail et à domicile. Toutefois, dans la pratique, aucun dispositif n'est prévu à cet effet. La raison avancée par le gouvernement pour expliquer cette lacune est le manque de ressources pour répondre, à la fois, à la demande de services d'alphabétisation de base et de services d'éducation continue pour des millions d'adultes.

5. Le secteur privé et non gouvernemental proposent des programmes d'éducation continue pour les adultes qui prévoient spécifiquement un lien avec l'éducation formelle. Ces initiatives restent des exceptions, compte tenu de la demande très élevée d'éducation continue parmi les adultes nouvellement alphabétisés. Il importe également de signaler une expérience très intéressante menée par une ONG appelée LABE, qui établit un lien entre l'éducation des adultes et l'éducation formelle. Il ne s'agit toutefois que d'une expérience couvrant une dizaine d'établissements scolaires, environ.

6. En conclusion, les programmes d'alphabétisation de base pour les adultes mis en œuvre en Ouganda sont efficaces. Ils sont cependant rarement liés à l'éducation continue pour les adultes ou à l'apprentissage tout au long de la vie et, pour ainsi dire, aucun lien avec l'éducation formelle. Il est, par conséquent, recommandé que le gouvernement mette en place des politiques et des mécanismes

visant à remédier à cette situation. Plus spécifiquement, les autorités devraient accélérer les processus en cours de formulation d'une politique d'éducation pour les adultes et d'élaboration d'un cadre de qualification pour l'alphabétisation des adultes. Il est, en outre, recommandé, que les autorités veillent à ce que davantage de promoteurs de services d'alphabétisation prennent des mesures pour promouvoir l'apprentissage continu et tout au long de la vie ; et lient les programmes d'éducation pour les adultes et l'éducation formelle, pour le bénéfice mutuel de ces deux types d'enseignement, en s'inspirant des quelques initiatives, rares, décrites dans la présente étude.

## 2. RESUME

7. La présente revue de l'éducation pour les adultes en Ouganda vise à établir jusqu'à quel point les services d'alphabétisation des adultes offrent des opportunités systémiques d'apprentissage tout au long de la vie qui soient correctement liées à l'éducation formelle. Cette revue, essentiellement documentaire, a été complétée par des entretiens réalisés par des enquêteurs auprès des principales personnes impliquées dans quelques programmes sélectionnés.

8. Pour bien comprendre l'état de l'alphabétisation et pour l'évaluer correctement, l'étude s'ouvre sur un rappel de la situation en Ouganda. Cet exposé insiste sur le fait que l'Ouganda est actuellement dans une phase de transition. Cela explique le besoin de services d'alphabétisation et pose de nombreux défis qui tendent à détourner l'attention de cette question fondamentale. Malgré une croissance économique régulière au cours de la décennie écoulée, l'Ouganda reste l'un des pays ayant les indicateurs de développement humain les plus faibles au monde. Toutefois, la stabilité politique et la paix qui prévalent sur l'essentiel du territoire de ce pays depuis une vingtaine d'années, lui ont permis de réaliser des progrès substantiels dans le domaine de la réduction de la pauvreté et de la promotion de l'éducation des enfants et des adultes.

9. Dans un pays comme l'Ouganda, qui compte 30 langues distinctes, le multilinguisme constitue un défi considérable pour la promotion de l'éducation et pour l'alphabétisation en langues maternelles, compte tenu de la modicité des ressources disponibles. Les anciennes dispositions relatives à l'apprentissage tout au long de la vie sont de plus en plus supplantées par d'autres services éducatifs considérés comme « modernes ». Ces services d'éducation modernes touchent graduellement la majorité des populations, par le truchement de l'enseignement primaire universel et d'une variété de programmes d'éducation de base pour les adultes, avec cependant des disparités en termes d'intensité et de qualité. Ce qui se traduit par des disparités et des inégalités. En outre, pour la majorité des gens, il y a peu d'espoir d'aller au-delà des rudiments de l'éducation de base.

10. L'enseignement, en général, et l'éducation de base, en particulier, sont spécifiquement cités dans des documents d'orientation de la gouvernance et du développement en Ouganda. Ainsi, le Plan de perspective à long terme intitulé *Vision 2005* mentionne l'aspiration à « l'édification d'une société éclairée, bien informée et prospère ». Dans le Plan stratégique national d'investissement en faveur de l'alphabétisation des adultes (2002), cette aspiration a été reformulée comme suit : « une société alphabétisée, bien informée et prospère ». Dans le principal cadre national de référence pour la planification, à savoir, le programme d'éradication de la pauvreté, les deux programmes d'éducation considérés comme très importants pour l'habilitation économique et l'amélioration des conditions de vie des populations démunies sont l'éducation primaire universelle et l'alphabétisation fonctionnelle des adultes. L'alphabétisation des jeunes et des adultes est l'une des principales priorités du gouvernement. Cette étude s'efforce, par conséquent, de voir comment les décisions prises en matière de politique sont traduites dans la réalité du terrain.

11. La présente revue de l'offre de services d'alphabétisation en Ouganda est assortie de brefs commentaires sur : les principales caractéristiques de la couverture, les promoteurs de services, les objectifs, les approches, les participants, les facilitateurs, les superviseurs, les infrastructures et le matériel, l'efficacité interne des programmes, l'acquisition des aptitudes et la pratique de l'alphabétisation. La campagne d'alphabétisation des masses lancée par le gouvernement, en 1964,

peu après l'accession de l'Ouganda à l'indépendance, s'est arrêtée dans les années 1970. Lorsque les autorités ont relancé le programme d'alphabétisation des adultes en 1992, elles ont adopté une approche sélective qui consiste à ne couvrir qu'une partie d'un échantillon de districts. Pendant les quatre premières années, ces programmes introduits sur le mode expérimental, ont été limités à des parties de 8 districts sur la trentaine que compte le pays. La revue du processus du projet menée en 1995 a établi que ce dernier n'avait desservi que 15.700 apprenants et recommandé qu'il soit élargi 'de manière contrôlée', en réponse à la demande des districts qui étaient disposés à en assurer la mise en œuvre. Ainsi, le projet pilote a été élargi de 8 à 26 districts à la fin de 1998, puis à 37 districts en 2001 et enfin à l'ensemble des 56 districts du pays en 2002, au moment de l'intégration de l'alphabétisation des adultes dans le Plan national d'éradication de la pauvreté. Toutefois, à ce jour, la couverture de ce programme reste, limitée à quelques sous-cantons par district.

12. La situation, en 2005, est caractérisée par une forte demande de services d'alphabétisation des adultes dont une faible partie seulement est satisfaite. Les autorités sont cependant déterminées à répondre à cette demande bien que l'objectif consistant à couvrir 50% de la population analphabète en 2007, qui a été retenu dans le Plan stratégique national d'investissement pour l'alphabétisation des adultes (NALSIP), soit d'ores et déjà considéré comme utopique. Le gouvernement a prévu une enveloppe budgétaire dont le montant semble inadapté à l'ampleur du défi à relever. De nombreuses agences et organisations de la société civile participent également à l'offre de services d'alphabétisation des adultes, de manière autonome ou en collaboration avec l'Etat. Toutefois, la plupart des initiatives menées par les ONG sont de petite envergure, de faible couverture et souvent, de courte durée. Ce saupoudrage explique leur faible impact.

13. La plupart des programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes mis en oeuvre en Ouganda visent à lier l'alphabétisation à des activités axées sur la réduction de la pauvreté. Cette décision a été prise en réponse à des évaluations des besoins qui ont révélé que, dans la plupart des cas, la nécessité de trouver des réponses immédiates aux problèmes posés par la pauvreté précède le besoin de savoir lire et écrire. L'articulation de l'alphabétisation à d'autres aptitudes et compétences liées à la vie varie en fonction des programmes. Cet effort se retrouve cependant sous une forme ou une autre. Les enquêtes d'évaluation des besoins permettent d'adapter les programmes aux besoins des apprenants dès leur conception.

14. En Ouganda, les personnes qui suivent des programmes d'alphabétisation des adultes sont généralement issus des couches les plus défavorisées de la population. Cela explique que ces programmes puissent potentiellement jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Ce potentiel est renforcé par la prévalence des femmes dans ces programmes : selon une évaluation conduite en 1999, elles représentent environ 80% des participants à ces programmes. Cet état de choses reflète, dans une certaine mesure, un taux d'analphabétisme plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Cependant, le rapport femme/homme dans les classes d'alphabétisation est généralement très supérieur au ratio femmes/hommes analphabètes enregistré dans les régions concernées. Il semble que les hommes analphabètes hésitent à s'inscrire dans les programmes d'alphabétisation et sont mal à l'aise dans les classes mixtes. Ce constat a suscité un débat sur la nécessité de créer des classes distinctes pour les hommes et pour les femmes.

15. Il importe de signaler un autre fait remarquable : la majorité des participants -70% d'entre eux, selon l'évaluation citée ci-dessus-, ont déjà reçu une forme d'éducation formelle qui va parfois jusqu'aux échelons supérieurs de l'enseignement primaire. La question qui se pose est donc de savoir si les cibles des programmes d'alphabétisation sont correctement définies. En effet, toutes les évaluations des besoins en alphabétisation qui ont été effectuées en Ouganda indiquent que des personnes ayant déjà reçu un enseignement primaire sont demandeuses de cours d'alphabétisation pour les adultes. Ignorant cette réalité, les promoteurs de services d'alphabétisation n'offrent à ce jour que des programmes d'un seul niveau qui s'adressent indistinctement à tous les apprenants quels que soient leurs antécédents scolaires. Intimidées par cette situation de nombreuses personnes qui n'ont jamais été scolarisées n'osent pas s'inscrire ou abandonnent tout simplement.

16. En Ouganda, la plupart des facilitateurs des programmes d'alphabétisation pour les adultes sont des bénévoles. Travaillant au sein de leur communauté, la plupart d'entre eux sont heureux de partager leurs connaissances avec leurs voisins moins chanceux qu'eux. Toutefois, cet esprit d'altruisme semble sur le déclin ; le taux de rotation des facilitateurs est très élevé. En outre, le fait de compter sur le bénévolat ne permet pas de recruter les personnes les plus compétentes. Le faible niveau d'éducation des volontaires, couplé à leur faible niveau de formation, explique que ces programmes soient dispensés par des facilitateurs peu performants. Enfin, il importe de signaler une autre contrainte : la plupart des apprenants sont des femmes et la majorité des facilitateurs, des hommes.

17. Le faible niveau des facilitateurs est aggravé par la mauvaise supervision de la plupart des programmes. Les données relatives au suivi sont inadéquates et lacunaires. Elles ne permettent pas d'évaluer les performances des programmes aux fins de leur amélioration éventuelle.

18. Malgré, les déclarations d'intention des documents officiels, les programmes d'alphabétisation des adultes manquent de ressources, en général, et de ressources publiques, en particulier. Ils doivent non seulement compter sur des facilitateurs bénévoles mais aussi, donner la plupart des cours en plein air, sous des arbres, sans tables, sans bancs et avec peu de matériel pédagogique et didactique. Les efforts visant à développer des matériels sont limités par le grand nombre de langues utilisées, soit une trentaine pour une population de 25 millions de personnes.

19. Les taux moyens de fréquentation (80%) et d'achèvement des études (70%) sont élevés et témoignent du degré de motivation des apprenants malgré la précarité de leurs conditions d'apprentissage. L'efficacité interne des programmes d'alphabétisation des adultes en Ouganda est, par conséquent, bonne. En outre, de nombreux apprenants continuent d'assister aux cours, même après l'achèvement de leur cycle de base, bien qu'il n'y ait aucune suite prévue après ces programmes.

20. La diversité de l'offre de services est l'une des caractéristiques majeures de l'alphabétisation des adultes en Ouganda. En effet, en dehors de l'initiative d'alphabétisation des masses lancée par le gouvernement en 1964, ce dernier a adopté une approche sélective consistant à partir d'expériences pilotes et à les étendre graduellement à l'ensemble du pays. Cette approche n'a pas permis de satisfaire l'ensemble de la demande. Les autorités ont par conséquent encouragé d'autres acteurs, notamment les associations à caractère religieux et les organisations non gouvernementales, à offrir des services d'alphabétisation pour les adultes. Actuellement, on dénombre environ dix organisations non gouvernementales internationales qui participent directement à l'alphabétisation des adultes ; près de dix ONG qui travaillent dans diverses régions du pays et plus d'une centaine d'ONG locales et d'organisations à base communautaire qui interviennent dans ce secteur. La variété des services offerts a enrichi l'environnement de l'alphabétisation des adultes notamment par le développement du réseautage et la création de forums consacrés aux échanges d'idées et d'expériences.

21. La pluralité de l'offre de services permet aux intervenants de s'investir dans le programme d'alphabétisation en fonction de leurs croyances, de leurs approches et, aux bénéficiaires, de choisir en fonction de leurs besoins et de leurs désirs. Cette liberté de choix et d'action est également stimulante pour les promoteurs de services car les populations et les agences peuvent s'engager sans crainte dans le programme qui leur plaît, sans risques d'interférence. Toutefois, l'absence d'une politique générale d'orientation et de mécanisme de coordination favorise l'éparpillement des initiatives et n'offre aucune garantie de qualité. Le gouvernement collabore actuellement avec d'autres intervenants pour élaborer une politique globale d'éducation des adultes.

22. La plupart des programmes d'alphabétisation proposés aux jeunes et aux adultes se terminent au niveau de base. En Ouganda, les services d'alphabétisation proposés aux adultes ne comportent qu'un niveau et se terminent en cul-de-sac. Pour ce qui concerne le programme d'alphabétisation fonctionnelle mis en oeuvre par le gouvernement, ce choix a été présenté comme une option légitime. Il est justifié par la masse considérable d'adultes analphabètes. Ils sont si nombreux qu'il a paru plus

équitable de permettre à la majorité des gens d'acquérir une éducation de base que de donner la possibilité, à une minorité, de poursuivre des études, une fois le programme d'alphabétisation terminé. Ce choix se reflète également dans l'éducation formelle où les efforts du gouvernement sont concentrés sur l'éducation primaire au détriment de l'éducation secondaire. Il s'agissait de choisir entre deux options : offrir *“tout à une minorité ou un peu à tous”*. La deuxième alternative a été considérée comme plus pertinente et plus équitable. D'une manière générale, les autres acteurs impliqués dans l'alphabétisation des adultes en Ouganda se sont conformés à l'approche retenue par le gouvernement.

23. Il convient de signaler les rares efforts visant à lier l'éducation des adultes à l'éducation formelle qui ont été initiés essentiellement par des organisations non gouvernementales ou par le secteur privé. Ces initiatives restent rares par rapport à la forte demande exprimée par les nouveaux alphabétisés qui ont suivi une partie du cursus primaire formel. Le gouvernement travaille actuellement avec divers intervenants pour élaborer un cadre de qualification pour l'alphabétisation des adultes qui sera intégré dans le futur cadre national de qualification.

24. L'habilitation des apprenants est également un des objectifs explicites de nombreux programmes d'alphabétisation des adultes mis en œuvre en Ouganda. L'habilitation est définie comme un processus qui vise à permettre aux apprenants de participer plus efficacement à la gestion de l'éducation qui leur est proposée et à tous les aspects de leur vie. Elle doit également permettre aux apprenants de poursuivre leurs études à la maison ou sur leur lieu de travail. Les apprenants, sont, dans une certaine mesure, impliqués dans la planification et la gestion de leur programme d'apprentissage par le truchement de leur association : la Uganda Literacy and Learners Association (ULALA) qui a pour but de promouvoir la participation efficace des apprenants à leur propre formation. Toutefois, comme déjà indiqué plus haut, les programmes actuels n'offrent pour ainsi dire pas d'opportunités d'apprentissage tout au long de la vie.

25. La conclusion de cette revue est que les programmes d'alphabétisation des adultes mis en œuvre en Ouganda sont efficaces pour ce qui concerne l'acquisition de rudiments. Toutefois, ils ne prévoient aucun mécanisme d'apprentissage tout au long de la vie ou de liaison avec l'éducation formelle. Il est, par conséquent, recommandé que le gouvernement mette en place des politiques et des mécanismes pour remédier à cette situation. Plus spécifiquement, il est recommandé d'accélérer les processus en cours de formulation d'une politique d'éducation pour les adultes et de développement d'un cadre de qualification pour l'alphabétisation des adultes. Enfin, il est recommandé de veiller à ce que les promoteurs de services d'éducation de base prennent des mesures pratiques pour promouvoir l'éducation continue et l'apprentissage tout au long de la vie et pour lier l'éducation des adultes à l'éducation formelle, pour le bénéfice de ces deux types d'éducation, en s'inspirant des efforts pionniers qui sont décrits dans cette étude.

### 3. INTRODUCTION

26. La présente revue de l'alphabétisation des adultes en Ouganda cherche à savoir si les services proposés dans ce domaine offrent des possibilités systémiques d'apprentissage tout au long de la vie et jusqu'à quel point ces opportunités sont liées à l'éducation formelle. Cette revue, documentaire pour l'essentiel, a été complétée par des données primaires recueillies sur le terrain à partir d'un échantillon limité de thèmes. Les données primaires ont été collectées à partir d'un échantillon de programmes en cours d'exécution qui a été spécifiquement constitué pour veiller à ce que les principales caractéristiques des programmes analysés à la section 2.0. seront prises en compte. Cet échantillon a été construit après l'achèvement d'une bonne partie de l'étude documentaire. Pour collecter les données sur le terrain, on a essentiellement utilisé des entretiens menés par des enquêteurs auprès des principaux représentants des diverses catégories d'intervenants dans l'alphabétisation des adultes.

27. La présente étude comporte cinq chapitres dont le dernier présente de bonnes pratiques, des défis et des implications pour le futur. Le premier chapitre décrit le contexte de l'alphabétisation en

Ouganda car il est amplement reconnu aujourd'hui qu'il n'est possible de bien comprendre l'alphabétisation que lorsqu'elle est replacée dans son contexte de mise en œuvre. L'alphabétisation a des aspects universels et des aspects culturellement spécifiques (Scribner, 1999 : 23). En conséquence, l'analyse documentaire doit tenir compte du contexte pour mettre en évidence les caractéristiques universelles et les spécificités culturelles de l'alphabétisation. Les caractéristiques contextuelles identifiées dans cette étude permettent ainsi d'avoir une meilleure compréhension des programmes d'alphabétisation mis en œuvre en Ouganda.

28. Le deuxième chapitre est une revue de l'offre de services d'alphabétisation en Ouganda. Cette revue a pour but de donner une image globale afin de prendre la mesure des efforts qui ont été déployés dans ce domaine, des succès et des contraintes.

29. Le troisième chapitre analyse le paysage de l'offre de services d'alphabétisation en Ouganda. La libéralisation de ce secteur, qui a été encouragée par le gouvernement afin de suppléer à l'insuffisance de l'offre de services publics d'alphabétisation, a débouché sur un foisonnement d'initiatives mal coordonnées, faute, notamment, d'une politique globale d'orientation. Le processus d'élaboration de cette politique et de ces directives vient à peine de commencer.

30. Le quatrième chapitre examine l'efficacité des services d'éducation destinés aux adultes et leurs liens avec l'éducation formelle et l'éducation continue. La plupart des programmes d'alphabétisation mis en œuvre en Ouganda se limitent à l'acquisition des rudiments et offrent peu de possibilités, à ceux qui achèvent les programmes d'alphabétisation ou qui quittent l'école prématurément, de poursuivre des études.

31. Comme indiqué plus haut, le dernier chapitre, présente de bonnes pratiques, les principaux défis ainsi que des implications pour le futur et des recommandations.

## 4. CONTEXTE DE L'ALPHABÉTISATION EN OUGANDA

### 4.1 Contexte socio-économique

32. L'Ouganda est un pays en transition qui reste, cependant, marqué par la persistance de relations étroites entre groupes sociaux. Ces relations constituent de riches réseaux de communication qui peuvent constituer des entraves à l'alphabétisation ou, au contraire, la favoriser en fournissant une base solide pour la promotion des initiatives. L'Ouganda fait partie des pays pauvres très endettés (PPTÉ) et des pays ayant les indicateurs de développement humain les plus faibles. Malgré une croissance économique soutenue, la pauvreté reste très répandue et les inégalités, prononcées. Certaines couches de la société connaissent une famine endémique. La nécessité de survivre disqualifie souvent des initiatives telles que l'alphabétisation et l'éducation en général. La rareté des ressources signifie également qu'il est difficile de dégager des surplus à investir dans l'éducation. Enfin, il importe de noter que l'Ouganda est une société multiethnique qui compte une trentaine de langues distinctes, ce qui constitue un défi pour l'alphabétisation en langues maternelles, compte tenu de la modicité des ressources disponibles.

33. Dans l'ensemble, l'Ouganda a connu une certaine stabilité politique pendant près de deux décennies, bien que des poches d'instabilité et d'insécurité subsistent dans certaines régions. Pratiquant une démocratie concurrentielle, sans partis politiques, l'Ouganda jouit d'une grande liberté d'expression dans un contexte de libéralisation des médias qui, par ailleurs, encourage l'initiative individuelle et collective. Ce pays chemine désormais vers le multipartisme, renforçant ainsi la liberté d'association bien que cette transition pose des problèmes importants.

34. Pour ce qui concerne l'éducation, les systèmes traditionnels sont rapidement supplantés par de nouveaux systèmes qualifiés de « modernes » au détriment des dispositifs d'apprentissage traditionnels qui favorisaient l'apprentissage tout au long de la vie et couvraient un large spectre de préoccupations quotidiennes. De nombreux ougandais semblent n'accorder de l'importance qu'à l'éducation acquise au moyen de dispositifs formels et non formels. L'éducation « moderne » touche un nombre croissant de personnes par le biais de l'éducation primaire universelle et de l'éducation fonctionnelle des adultes, avec cependant des disparités d'intensité et de qualité.

### 4.2 Cadre de politique

35. En Ouganda, l'alphabétisation des adultes se déroule dans un cadre politique qui englobe notamment des plans de perspective à long terme couvrant tous les aspects des aspirations nationales, des plans stratégiques à moyen terme et des plans et politiques spécifiquement axés sur cette question. A l'instar de nombreux pays en développement, l'Ouganda a adopté une vision à long terme (*Vision 2025*) ainsi qu'un plan de lutte contre la pauvreté (Plan d'éradication de la pauvreté 1997-2017) pour orienter ses plans et ses stratégies. Ce pays a également élaboré des politiques d'éducation et d'alphabétisation. Cette étude examine divers aspects de documents de politique et de plans qui se rapportent directement à l'éducation, en général, et à l'alphabétisation, en particulier, afin de voir si ces documents contiennent des orientations et des directives relatives à la promotion des services d'alphabétisation.

36. Les objectifs à long terme de l'Ouganda sont condensés dans sa Vision 2025. Selon ce document, la vision globale de ce pays est la suivante : « un peuple prospère, une nation harmonieuse et un beau pays ». Cette vision générale est subdivisée en plusieurs volets traitant de problèmes spécifiques importants. Ainsi, la vision concernant l'éducation évoque la création "d'une nation

éclairée, bien informée et d'une société prospère". Cette formule, légèrement modifiée, a été reprise dans le Plan stratégique national d'investissement pour l'alphabétisation des adultes (NALSIP) et formulée ainsi : « une société alphabétisée, bien informée et prospère » (Gouvernement de l'Ouganda, 2002).

37. Le cadre de planification le plus utilisé, à ce jour, par le gouvernement ougandais est le Plan bi-décennal de réduction de la pauvreté (PRSP), également appelé Plan d'éradication de la pauvreté (PEAP), qui a été formulé pour la première fois en 1997 et revu successivement en 2001 et en 2004. Le NALSIP a été élaboré dans le cadre du PEAP. Les quatre défis majeurs qui ont été identifiés dans le PEAP sont les suivants : (a) le rétablissement de la sécurité, le traitement des conséquences des conflits et l'amélioration de l'équité entre les régions ; (b) le rétablissement de la croissance durable des revenus des populations défavorisées ; (c) le développement humain ; et (d) l'utilisation transparente et efficace des ressources publiques afin d'éradiquer la pauvreté. Les thèmes répertoriés dans le PEAP ont été regroupés en domaines stratégiques baptisés « piliers ». A la suite de la dernière révision du programme, un nouveau pilier a été ajouté aux quatre premiers, ce qui donne la liste suivante :

1. Gestion économique
2. Production, compétitivité et revenus
3. Sécurité, résolution des conflits et gestion des catastrophes
4. Bonne gouvernance et
5. Développement humain.

38. L'éducation formelle et l'éducation non formelle relèvent essentiellement du cinquième pilier mais elles semblent, dans une certaine mesure, pouvoir ressortir des autres piliers. Les deux principaux programmes d'éducation qui sont considérés comme très importants pour l'habilitation économique et l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées sont l'éducation primaire universelle (EPU) et l'alphabétisation fonctionnelle des adultes (AFA). Le NALSIP a été élaboré en partant du principe qu'il est impossible d'éradiquer la pauvreté si des progrès importants ne sont pas réalisés dans le domaine de l'alphabétisation. En raison de la reconnaissance de l'importance de l'éducation de base dans la lutte contre la pauvreté, l'Etat s'est engagé à assurer l'accès à l'éducation à tous. Ce point est clairement énoncé dans le document de politique de l'éducation qui a été adopté en 1992.

39. Cet engagement s'est traduit par la mise en oeuvre de l'EPU, qui a été lancée en 1997, et celle de l'AFA pour laquelle le NALSIP a été élaboré et mis en oeuvre à partir de 2002. Le NALSIP prévoit d'améliorer de 50% les taux d'alphabétisation des adultes à l'horizon 2007 et d'assurer aux femmes et aux jeunes filles déscolarisées un accès équitable à l'éducation de base et à l'éducation continue. Il s'agit, par conséquent, d'un document ambitieux quand on sait qu'à l'époque, la population analphabète en Ouganda était estimée à 7 millions de personnes. Pour remédier à ce problème, des stratégies ont été adoptées pour atteindre les objectifs ci-après :

- (a) Obtenir le soutien des populations en faveur du programme; intégrer les plans d'action pour l'alphabétisation des adultes, élaborés par divers échelons administratifs, dans le plan de développement national.
- (b) Permettre à toutes les femmes et à tous les hommes d'accéder équitablement à des programmes d'alphabétisation appropriés.
- (c) Habilitier, par l'éducation fonctionnelle des adultes, les populations marginalisées et vulnérables à participer pleinement, et en tant que partenaires, aux programmes de développement.
- (d) Elaborer un cadre de gestion viable pour assurer la gestion efficace du programme. Ce cadre de gestion devra permettre de renforcer les institutions, améliorer la représentation de la société dans le processus de prise de décision et sera constitué de mécanismes intégrés dans les programmes afin de garantir leur viabilité.
- (e) Améliorer les capacités des éducateurs en vue de la réalisation des objectifs du programme national d'alphabétisation des adultes.

- (f) Relever le niveau de l'apprentissage en améliorant la qualité des systèmes de fourniture de services d'alphabétisation.
  - (g) Constituer une base de connaissances théoriques ; mettre en place un processus de recherche systématique axé sur la diffusion des résultats de la recherche-développement afin d'améliorer les performances du NALSIP dans tous les domaines : planification, développement des programmes, mise en œuvre, enseignement, évaluation.
  - (h) Elaborer un cadre efficace pour la collecte de l'information, la documentation et le partage des informations sur les revues stratégiques des politiques et les programmes d'alphabétisation des adultes, la planification et la mise en œuvre du NALSIP.
  - (i) Mobiliser des ressources supplémentaires pour rendre les programmes nationaux d'alphabétisation des adultes viables et assurer la qualité de leurs services.
40. Pour atteindre ces objectifs, le plan a été spécifiquement conçu pour permettre d'explorer de nouveaux horizons :
- (i) Information, communication et plaidoyer visant à renforcer l'engagement national en faveur de la mise en œuvre du programme et incorporer les plans d'alphabétisation élaborés par divers échelons administratifs dans le processus global de planification du développement ;
  - (ii) Elaboration d'un cadre national pour l'établissement d'équivalences ;
  - (iii) Renforcement de l'accès de personnes ayant des besoins d'apprentissage spéciaux aux services d'alphabétisation ;
  - (iv) Création de bibliothèques communautaires/villageoises au bénéfice des populations néo-alfabétisées ;
  - (v) Recherche et développement de programmes ;
  - (vi) Mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation pour créer « une culture de l'information ».

( Source : ministère de la Promotion de la Femme, de l'emploi et du Développement social, (MGLSD) p. V, 2002 ).

## **5. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'OFFRE DE SERVICES D'ALPHABETISATION EN OUGANDA**

41. Cette section a pour but de présenter une vue d'ensemble des services d'alphabétisation proposés en Ouganda avec de brefs commentaires sur les aspects suivants : couverture, diversité de l'offre, objectifs et approches, participants, facilitateurs et superviseurs, infrastructures et matériels, efficacité interne des programmes, acquisition des aptitudes, rétention et pratique de l'alphabétisation. Cette revue est essentiellement de type documentaire.

### **5.1 Couverture**

42. Les programmes d'alphabétisation ont été introduits en Ouganda par les missionnaires étrangers, notamment par les catholiques et les anglicans. Les premières initiatives mises en œuvre par ces missionnaires dans les régions où ils travaillaient ont produit un nombre remarquable de personnes sachant lire et, dans une certaine mesure, écrire. Le travail des missionnaires s'est étendu assez rapidement à d'autres régions du pays. Etant donné que pour la Church Missionary Society l'alphabétisation était une condition requise pour être baptisé, la croissance du nombre de chrétiens, se traduisait par une augmentation du nombre de personnes alphabétisées. Au début, ces programmes s'adressaient essentiellement aux adultes. A mesure que l'attention des missionnaires s'est reportée sur l'enfance, leur contribution à l'alphabétisation des adultes s'est amenuisée, sans s'arrêter pour autant. L'aire de couverture de ces initiatives était importante tant qu'elles ont duré.

43. Sous le gouvernement colonial, l'offre de services d'alphabétisation était limitée. La création du ministère des Affaires sociales et l'implication de cette structure dans l'éducation des adultes, après la Seconde Guerre mondiale, visait davantage à maintenir les anciens combattants dans le droit chemin qu'à alphabétiser les populations. Les réalisations de ce ministère dans le domaine de l'alphabétisation des adultes pendant la période coloniale sont, par conséquent, insignifiantes.

44. La campagne d'alphabétisation des masses lancée par le gouvernement en 1964, peu après l'accession de l'Ouganda à l'indépendance, constitue la plus vaste entreprise d'alphabétisation des adultes qui ait été menée dans ce pays. Toutefois, cette initiative n'a fait l'objet d'aucune évaluation systématique après son achèvement dans les années 1970. La confusion qui a prévalu de la fin des années 70 au début des années 1980 explique que la plupart des documents qui auraient permis de réaliser de telles évaluations aient disparu. Les troubles qui ont marqué la vie sociale et économique en Ouganda au cours de cette période ont largement contribué à l'échec de cette campagne d'alphabétisation.

45. L'évaluation des besoins qui a été conduite en 1992, dans dix districts, en vue de la relance du programme d'éducation non formelle pour les adultes, a permis d'interviewer des personnes qui avaient participé à cette campagne de masse en tant qu'administrateurs, enseignants et apprenants. Ces entretiens ont révélé que cette initiative a permis à de nombreuses personnes d'acquérir des aptitudes rudimentaires : savoir lire et écrire son nom, rédiger des énoncés simples y compris en arithmétique. Il semble, par conséquent, que cette campagne ait contribué à réduire le taux d'analphabétisme qui aurait baissé de 10% environ dans les années 1960-1970. Il est malheureusement impossible de savoir comment on en est arrivé à une telle conclusion. On peut seulement affirmer que les participants à cette campagne ont le sentiment d'avoir fait oeuvre utile.

46. Le gouvernement a relancé le programme d'alphabétisation des adultes en 1992 et appliqué une approche sélective qui consiste à ne desservir que des parties de certains districts. Ainsi, pendant les quatre premières années, ces programmes, introduits sur un mode expérimental, n'ont été appliqués que dans 8 districts, soit dans deux sous-cantons par districts, en moyenne. La revue du processus de ce projet, qui a été réalisée en 1995, a établi que ce dernier n'avait touché que 15.700 personnes. Même après avoir estimé que la phase pilote a été un succès et recommandé que le projet soit étendu à d'autres parties du pays, la revue a insisté pour que cet élargissement soit conduit 'de manière contrôlée', en réagissant à la demande de districts disposés à prendre en charge la mise en oeuvre du programme. Le projet pilote a été ainsi élargi de 8 à 26 districts à la fin de 1998, puis à 37 districts en 2001 et enfin à l'ensemble du pays en 2002, au moment de l'intégration de l'alphabétisation des adultes dans le Plan national d'éradication de la pauvreté.

47. Cette approche a donné le résultat suivant : au moment de l'évaluation du programme en 1999, les effectifs couverts n'étaient que de 137.022 personnes. En 2001, le NALSIP a estimé que seuls 4,9% environ des 6,9 millions de personnes que compte la population adulte analphabète avaient été concernées par le programme. Selon des statistiques établies par le service de planification de l'éducation du ministère de l'Education et des Sports de l'Ouganda, ce programme avait permis d'alphabétiser 1,2 million de jeunes et d'adultes en 2004. En dehors du programme mis en oeuvre par le gouvernement, il existe d'autres programmes exécutés, sur l'ensemble du territoire national, par des organisations non gouvernementales, des organisations religieuses et des organisations à base communautaire. Toutefois, en 2005, leur couverture combinée restait faible car, dans la plupart des cas, ces programmes ne couvrent que de petites portions de districts. Le tableau A1 présenté en annexe dresse un état de l'alphabétisation établi à partir de l'enquête démographique nationale réalisée en septembre 2002.

48. En résumé, la situation qui prévaut en 2005 est la suivante : il semble qu'il y ait une forte demande de services d'alphabétisation des adultes dont une infime partie seulement est satisfaite. Toutefois, le gouvernement est déterminé à répondre à cette demande bien que l'objectif visant à réduire le taux d'analphabétisme de moitié avant 2007, qui a été retenu par le NALSIP, soit d'ores et déjà considéré comme utopique. Selon l'Institut de statistique de l'Unesco, l'Ouganda fait partie des

28 pays qui « pourraient relever leur taux d'alphabétisation de 30 à 40% d'ici à 2015 » (UNESCO, communiqué de presse n°2002-55). Le gouvernement a prévu une enveloppe budgétaire à cet effet mais elle reste largement insuffisante compte tenu de l'ampleur de la tâche à réaliser. D'autres agences et organisations de la société civile participent également à la fourniture de services d'alphabétisation des adultes, de manière autonome ou en collaboration avec l'Etat.

## 5.2 Objectifs et approches

49. La quasi-totalité des programmes d'alphabétisation qui sont mis en oeuvre en Ouganda veillent à lier l'alphabétisation à des activités visant à réduire la pauvreté. Cette pratique est due à la reconnaissance du fait que, d'une manière générale, la nécessité de lire et d'écrire est moins urgente que celle de trouver des solutions aux problèmes pressants que pose la pauvreté, ainsi que l'ont montré diverses études d'évaluation des besoins. D'une manière générale, ces programmes vont au-delà de la réduction de la pauvreté et mentionnent aussi le développement dans leurs objectifs. Depuis 1992, le programme d'alphabétisation mis en oeuvre par le gouvernement met l'accent sur les aspects fonctionnels de l'alphabétisation et a été conçu pour :

Contribuer à sensibiliser les gens à leur situation et aux causes de leurs problèmes ; les aider à trouver des solutions pour améliorer leur situation.

Permettre aux gens d'acquérir des connaissances et des aptitudes pratiques ainsi que des attitudes appropriées et les utiliser pour d'améliorer leur existence (Plan national d'alphabétisation fonctionnelle, mai, 1996).

50. Les différences dans les approches appliquées par divers programmes tiennent davantage à la manière dont l'alphabétisation est liée à d'autres activités de développement qu'à d'autres facteurs. Ainsi, certains programmes veillent effectivement à intégrer l'alphabétisation et la formation à d'autres activités de développement. Dans d'autres programmes, en revanche, l'alphabétisation est traitée en même temps que d'autres aspects et sert à les renforcer. Dans d'autres cas encore, l'alphabétisation a été intégrée dans les programmes pour limiter les effets de l'analphabétisme sur des activités en cours.

51. Il y a eu de nombreux débats internationaux sur les approches les plus efficaces en matière d'alphabétisation. Une étude commanditée par la Banque mondiale et la German Adult Education Association (Oxenham, 2002) semble renforcer les conclusions d'Alan Rogers en recommandant de « commencer par des projets de développement puis d'y intégrer l'alphabétisation. La principale approche appliquée par le gouvernement ougandais est différente du modèle qui place l'alphabétisation en seconde position et qui a été mise au point par Rogers » (2001 : 24).

## 5.3 Les participants

52. Le facteur humain est le principal élément qui explique le succès ou l'échec des programmes d'alphabétisation. Les participants ou apprenants sont partie intégrante du facteur humain. Reconnaissant ce fait, tous les promoteurs de services veillent à proposer des programmes qui répondent aux besoins et aux souhaits des apprenants potentiels et à intégrer ceux-ci dans la conception des programmes. En conséquence, la plupart des promoteurs commencent habituellement par effectuer une analyse de situation et une évaluation des besoins avant la conception et la mise en oeuvre de leurs programmes.

53. En Ouganda, la majorité des participants aux programmes d'alphabétisation des adultes sont des femmes, ce qui tend à refléter le fait que le taux d'analphabétisme féminin est supérieur à celui des hommes dans ce pays. L'évaluation conduite en 1999 a montré que les femmes constituaient 80% des participants aux programmes d'alphabétisation. Etant donné que les filles ont été et restent, dans une grande mesure, défavorisées pour ce qui concerne l'éducation formelle, leur participation élevée

aux activités d'alphabétisation tend à réduire les déséquilibres induits par cette situation. Toutefois, le ratio femmes/hommes dans les cours d'alphabétisation est généralement très supérieur à celui du ratio femmes/hommes analphabètes dans les zones considérées. Enfin, on note que, dans la plupart des cas, les hommes analphabètes ne sont pas intéressés par les cours d'alphabétisation car ils sont mal à l'aise dans des classes mixtes. Cela a suscité un débat sur la nécessité de prévoir des classes distinctes pour les femmes et pour les hommes.

54. Une autre caractéristique notable de la participation est la suivante : la majorité des personnes qui participent aux cours d'alphabétisation ont déjà reçu une forme ou une autre d'éducation formelle, certaines personnes ayant parfois fréquenté les classes supérieures de l'enseignement primaire. L'évaluation réalisée en 1999 a montré que 70% des participants avaient déjà été scolarisés. On s'est donc demandé si les programmes d'alphabétisation n'avaient pas raté leur cible. Il semble que cette situation soit due au mode de conception et de mise en œuvre des programmes.

55. Toutes les évaluations des besoins en alphabétisation qui ont été réalisées en Ouganda ont montré que de nombreuses personnes ayant reçu un enseignement primaire étaient demandeuses de cours d'alphabétisation. Les programmes appliqués à ce jour continuent d'ignorer ce fait important. Ils ne proposent qu'un niveau d'enseignement, ne tiennent pas compte de la diversité des profils des participants et persistent à les mettre tous ensemble. En conséquence, de nombreuses personnes qui n'ont jamais été scolarisées ont été intimidées par cette situation et ont préféré laisser tomber les cours ou, plus simplement, ne pas s'y inscrire.

56. Une troisième caractéristique importante est que les participants sont généralement issus des couches très défavorisées mais non des populations les plus pauvres. Le fait que les programmes d'alphabétisation attirent cette catégorie de la population leur confère, potentiellement, la capacité de jouer un rôle important dans le domaine de la réduction de la pauvreté. De fait, la plupart des personnes qui s'inscrivent dans ces programmes le font dans l'espoir de trouver des solutions à leurs problèmes économiques. La quasi-totalité des évaluations des besoins en alphabétisation qui ont été réalisées en Ouganda indiquent que la pauvreté est le problème qui préoccupe le plus les gens et celui qu'ils souhaitent résoudre en priorité. A en croire les rapports qu'ils ont soumis aux évaluateurs en 1999, ces programmes auraient aidé certains participants dans leur lutte contre la pauvreté. Ces cas sont cependant peu nombreux. En tout état de cause, les améliorations mentionnées par les femmes sont vraiment infimes. De fait, l'évaluation a abouti à la conclusion que les programmes d'alphabétisation devraient davantage s'efforcer de réduire la pauvreté.

57. Le taux d'achèvement des programmes d'alphabétisation en Ouganda est étonnamment élevé, comme indiqué plus haut. Toutefois, de nombreuses études montrent que le taux d'absence est assez élevé ( Okech 1994, 1999). La plupart des entraves à la participation sont dues aux problèmes que rencontrent les femmes en raison de leur rôle, de la charge de travail qui leur est assignée par la culture en vigueur dans leur société. Ces contraintes ressortent clairement des listes des obstacles établies par les participants.

58. Ce qui précède indique clairement que les programmes d'alphabétisation mis en œuvre en Ouganda, doivent tenir spécifiquement compte des contraintes des femmes. En conséquence, ces dernières doivent être consultées pendant la phase de conception des programmes. A cette fin, des efforts particuliers doivent être déployés car la plupart des forums consultatifs sont dominés par les hommes ; les préoccupations des femmes peuvent par conséquent ne pas y être exprimées. Toutefois, tous les programmes analysés dans cette étude semblent avoir pour habitude d'associer les apprenants aux décisions concernant les questions importantes. Cette démarche peut contribuer à expliquer les taux élevés d'achèvement des études.

## 5.4 Facilitateurs et superviseurs

59. Dans cette étude, le terme facilitateur désigne quiconque instruit d'autres personnes dans le domaine de l'alphabétisation. Toutefois, dans le programme intitulé REFLECT et dans certains

programmes mis en oeuvre par des organisations non gouvernementales, ces facilitateurs sont appelés instructeurs.

60. En Ouganda, la plupart des facilitateurs en alphabétisation des adultes sont des bénévoles. L'étude réalisée en 1994 par Okech et l'évaluation effectuée en 1999 ont examiné les raisons pour lesquelles ces bénévoles travaillent, ainsi que leur degré de motivation. Il semble que le fait de travailler au sein de leur communauté ait donné le sentiment d'être utile à la plupart d'entre eux. Ils étaient heureux de partager leurs connaissances avec les autres et de voir leurs voisins s'améliorer. Ils étaient, par conséquent, capables de produire des résultats sans pour autant être payés.

61. Toutefois, la plupart des facilitateurs ont indiqué qu'ils auraient préféré être rémunérés. Leur taux de rotation élevé et le manque d'engagement de certains facilitateurs s'expliquent en grande partie par le bénévolat. Les deux études citées ci-dessus ont noté un déclin de l'esprit d'altruisme et indiqué qu'il serait dangereux de penser que ces programmes peuvent perdurer s'ils dépendent exclusivement de personnes bénévoles.

62. Avec ou sans rémunération, le travail d'un facilitateur de programmes d'alphabétisation requiert des dispositions spéciales. Tous les cours d'alphabétisation fonctionnelle, qui constituent l'objectif de la plupart de ces programmes, exigent un certain degré d'altruisme ainsi qu'une détermination à aider les autres à s'améliorer en dehors des cours d'alphabétisation. Du point de vue de la communauté, le facilitateur doit être une personne de confiance à laquelle on peut s'identifier. Reconnaissant ce fait, la plupart des programmes d'alphabétisation pour les adultes qui sont mis en oeuvre en Ouganda insistent sur les critères de sélection des facilitateurs et sur la nécessité de les recruter en consultation avec les communautés.

63. Cette approche a, dans une grande mesure, permis de sélectionner des facilitateurs qui convenaient aux apprenants et à la communauté. Force est, cependant, de reconnaître qu'elle n'a pas toujours permis de sélectionner des facilitateurs capables de transmettre les connaissances selon l'approche propre à l'alphabétisation fonctionnelle qui est centrée sur la "conscientisation". Dans certains cas, le niveau des facilitateurs était si faible qu'ils n'ont pas pu aller au-delà des connaissances les plus rudimentaires en matière de lecture, d'écriture et de calcul.

64. Une autre faiblesse des programmes d'alphabétisation mis en oeuvre par l'Etat est la forte inadéquation de la formation donnée aux facilitateurs; dans la plupart des cas, celle-ci dure trois ou cinq jours et n'a lieu qu'une fois. Cela est d'autant plus préoccupant que le niveau d'éducation des facilitateurs est très faible. Bien que ces facilitateurs aient été en mesure d'aider les adultes à acquérir les rudiments de l'alphabétisation, il importe d'améliorer la qualité et le niveau des programmes. Les études citées plus haut indiquent que l'amélioration de ces programmes passe par celle de la formation des facilitateurs.

65. Très souvent, la plupart des participants sont des femmes et les facilitateurs, des hommes. Bien que certains programmes se soient particulièrement efforcés d'améliorer le ratio femmes/hommes des facilitateurs, les choses n'ont pas beaucoup changé. On trouve peu de femmes éduquées. En outre, les rares femmes qui pourraient être éligibles doivent faire face à de nombreuses contraintes liées aux pratiques culturelles de leur société. Bien que de nombreuses femmes participant aux programmes d'alphabétisation aient indiqué qu'elles ne voyaient aucun inconvénient à avoir des facilitateurs masculins, de nombreuses autres femmes ont déclaré qu'elles auraient préféré avoir une femme pour facilitateur. Il s'agit souvent de rassurer des maris inquiets au point parfois de les empêcher de participer aux cours d'alphabétisation.

66. D'une manière générale, la supervision et le suivi de ces programmes, notamment, ceux des programmes mis en oeuvre par l'Etat, laisse beaucoup à désirer. Certains centres n'ont pas reçu la visite de superviseurs depuis des mois. D'autres restent inactifs pendant des mois sans que leur superviseur en soit informé. Les deux études citées ci-dessus rapportent des anecdotes très révélatrices sur ce point. Les programmes d'alphabétisation connaissent de nombreuses difficultés qui ont été

listées plus haut. Leurs chances de succès sont, par conséquent, limitées, à moins de les soumettre à une supervision constante, qui devrait principalement viser à : veiller à ce que la mise en œuvre se déroule conformément à la planification et apporter un soutien technique afin d'assurer et maintenir la qualité des programmes. Compte tenu de du faible niveau de formation des facilitateurs, cette assistance technique est vitale.

67. Les données nécessaires au suivi des programmes laissent également à désirer. En effet, parfois, il est difficile d'obtenir jusqu'au nombre exact des participants. Les informations recueillies au cours des visites sur le terrain contredisent les données officielles. Le suivi de l'assiduité des participants, des abandons et des raisons du décrochage ne semble pas avoir fait l'objet d'une attention particulière. En conséquence, on manque de nombreuses informations utiles pour évaluer les performances de ces programmes en vue de leur amélioration éventuelle.

## 5.5 Infrastructures et matériels

68. Dans l'approche traditionnelle, il est normal d'utiliser les salles de classe des établissements scolaires pour l'alphabétisation. Le problème pratique tient au fait que la plupart des salles de classe sont utilisées jusqu'au soir et ne sont donc pas disponibles pour l'alphabétisation des adultes.

69. Aujourd'hui, le professionnalisme croissant de l'éducation des adultes a fait prendre conscience que les salles de classe des établissements scolaires sont, d'un point de vue physique et psychologique, inadaptées aux besoins d'apprenants adultes. En conséquence, pour des raisons pratiques et des raisons de principe, ces salles de classe sont rarement utilisées pour dispenser des cours d'alphabétisation en Ouganda. Le problème est donc de trouver des alternatives convenables.

70. Les centres communautaires construits par l'Etat dans les chefs-lieux des sous-cantons, pour servir à divers usages, notamment pour l'alphabétisation des adultes, font partie des solutions qui ont été testées. Ces centres ont servi à l'alphabétisation des adultes au cours de la campagne lancée en 1964. Ils étaient cependant largement inadaptés aux besoins. En outre, il n'en existait qu'un seul par sous-canton. Ils étaient, de plus, très éloignés des lieux de résidence des apprenants tout en étant très exposés. Ces inconvénients tendaient à éloigner des candidats potentiels de centres administratifs associés aux impôts et à d'autres activités juridiques. Dans les années 1970, les centres communautaires ont été utilisés à d'autres fins. Les sous-cantons qui ont été créés depuis lors n'ont pas été dotés de centres communautaires.

71. D'autres alternatives ont consisté à utiliser les églises, les mosquées, les maisons pour tous villageoises dans les rares endroits où de tels locaux existent. Parfois, les cours d'alphabétisation ont été dispensés dans des domiciles privés. Les promoteurs des programmes ont encouragé les communautés à construire de simples abris, pour les cours, par leurs propres moyens. Mais ils ont été peu suivis. Certains projets financièrement bien dotés ont aidé des apprenants et des communautés, en prenant en charge certains coûts de construction d'abris. Toutefois, la plupart des programmes mis en oeuvre par l'Etat ou par les ONG restent dispensés sous des arbres et exposés aux vents et à la pluie. De manière assez surprenante, la plupart des apprenants qui ont été interrogés dans le cadre de l'évaluation de 1999 ne semblaient pas particulièrement incommodés par cette situation.

72. Quant aux sièges, les participants y pourvoient eux-mêmes. Ils s'assoient à même le sol ou utilisent ce qui leur tombe sous la main : des troncs, des pierres, des feuilles. Tenter d'écrire dans un cahier placé par terre ou sur les genoux n'aide pas franchement à l'apprentissage de cet art.

73. La quasi-totalité des centres d'alphabétisation disposent d'un tableau noir. Mais ils manquent souvent de craie, sauf dans les projets mis en oeuvre par des ONG financièrement bien pourvues. Le programme mis en oeuvre par l'Etat fournit au moins quelques matériels d'initiation et, dans la plupart des cas, un guide d'orientation pédagogique. Dans certaines langues, les programmes mis en oeuvre par l'Etat fournissent également un livre de post-initiation assorti d'une note d'orientation pour les enseignants. De nombreuses études ont mis en évidence les lacunes de ces matériels et recommandé

qu'ils soient révisés. L'évaluation de 1999 a montré qu'il est nécessaire d'élaborer des matériels didactiques pour les programmes qui n'en ont pas.

74. La fourniture de matériels pour l'éducation des adultes en Ouganda représente un défi important en raison notamment de la multiplicité des langues utilisées et de l'insuffisance des ressources disponibles. En effet, les Ougandais parlent plus d'une trentaine de langues distinctes en tant que langues maternelles (Ladefoged, 1971). Bien que 20% d'Ougandais environ soient bilingues en langues locales, ce bilinguisme ou multilinguisme se fait selon diverses combinaisons et ne conduit pas à l'utilisation d'une seule langue commune (Okech et al. 1999 : 55). En tout état de cause, l'idée que l'alphabétisation devrait être effectuée dans la langue maternelle de l'apprenant est largement acceptée aujourd'hui et soutenue par l'UNESCO. Le manque d'ouvrages en langues locales constitue, par conséquent, un obstacle majeur à l'alphabétisation en langue maternelle et au développement d'une société alphabétisée, en général.

## 5.6 Efficacité interne

75. Le faible taux d'achèvement des études et les taux d'abandon élevés sont souvent cités parmi les principales caractéristiques des programmes d'alphabétisation des adultes. On note des disparités entre les désirs exprimés par les gens, pendant les évaluations des besoins, de participer à des programmes d'alphabétisation, et leur participation effective à ces programmes. Ces contradictions se retrouvent également en Ouganda, dans une certaine mesure. Toutefois, le taux d'achèvement des programmes d'alphabétisation supérieur à 70% qui a été révélé par l'évaluation de 1999 est surprenant. Les réponses données par les facilitateurs ont permis d'aboutir à un taux d'achèvement des programmes supérieur à 80%. Ledit rapport d'évaluation a émis des doutes sur ces chiffres en raison de la faiblesse du système de suivi. Toutefois, le fait qu'un nombre considérable de ceux qui avaient terminé le premier programme d'une durée de neuf mois (plus de 80%), et passé le test de contrôle avec succès, participaient encore au programme, indique que ces chiffres étaient peut-être crédibles. En conséquence, en terme d'achèvement du programme et d'assiduité, on peut conclure qu'au cours de ces dernières années, l'efficacité interne des programmes d'alphabétisation en Ouganda a été correcte.

76. L'efficacité interne peut être également mesurée par le rapport coût/efficacité, en comparant la valeur des produits et des résultats à celle des intrants. Cette analyse a été effectuée dans le cadre de l'évaluation de 1999. Un test a été administré à des élèves de la quatrième année du cycle primaire et à des adultes qui avaient suivi au moins neuf mois d'un programme d'alphabétisation. Les résultats des adultes ont été les meilleurs. Il semble que quatre années d'études primaires équivalaient à neuf mois d'alphabétisation. Les évaluateurs ont, par conséquent, comparé les coûts d'un programme d'alphabétisation d'une durée de neuf mois à ceux de quatre années d'enseignement primaire.

77. Le coût de l'alphabétisation des adultes par le truchement d'un programme gouvernemental d'une durée de neuf mois s'élevait à 5 dollars par apprenant contre 80 dollars par apprenant pour quatre années d'éducation primaire. A l'évidence, ces chiffres ne reflètent pas la totalité de la réalité car l'enseignement primaire va au-delà de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique. Il importe, par ailleurs, de garder à l'esprit que le programme de l'Etat était dispensé par des facilitateurs bénévoles. Ces chiffres constituent néanmoins des indicateurs intéressants du rapport coût/efficacité des programmes d'alphabétisation des adultes.

## 5.7 Acquisition, rétention des connaissances et pratique de l'alphabétisation

78. L'évaluation des programmes d'alphabétisation de 1999 a révélé que ces programmes pouvaient largement inculquer aux apprenants des aptitudes de base : lecture, écriture, calcul fonctionnel, connaissances rudimentaires en hygiène, santé, agriculture, éducation à l'environnement et instruction civique. Bien que les apprenants aient été, dans une certaine mesure, satisfaits des

résultats de ces programmes, la plupart d'entre eux ont exprimé le souhait d'en apprendre davantage. Certains continuaient de suivre le programme en se contentant de répéter des leçons qu'ils avaient déjà apprises, faute de mieux.

79. L'évaluation sus-citée s'est par ailleurs penchée sur l'utilisation des aptitudes nouvellement acquises par les apprenants et est parvenue à la conclusion que ces dernières étaient effectivement utilisées, mais de manière limitée. Dans la plupart des cas, les apprenants ne se servaient ni de la lecture ni de l'écriture, faute de matériels de lecture et parfois d'écriture. Une petite fraction de l'échantillon interrogé a déclaré ne lire ni écrire car leurs aptitudes dans ces domaines étaient insuffisantes. En conséquence, peu d'éléments indiquent que les apprenants ont été en mesure de mettre à profit les opportunités liées à la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul. Or, tel est l'un des objectifs majeurs du programme d'alphabétisation mis en oeuvre par l'Etat.

80. L'utilisation des connaissances fonctionnelles, bien que réelle dans une certaine mesure, était limitée par des facteurs liés au contexte et par l'inadéquation des connaissances transmises aux apprenants. En effet, le fait qu'une bonne partie des apprenants qui avaient passé le test d'aptitude avec succès aient décidé de rester dans le programme indique qu'ils souhaitent poursuivre leurs études. La principale conclusion de l'évaluation de 1999 peut être résumée comme suit : bien que les programmes d'alphabétisation aient produit des résultats encourageants, il serait souhaitable d'en améliorer la qualité et les performances.

81. Il est d'autant plus difficile de mesurer le degré de rétention des connaissances acquises dans le cadre de ces programmes qu'un pourcentage élevé d'apprenants ayant réussi au test d'aptitude continue de suivre un enseignement qu'ils ont déjà suivi. L'évaluation n'a pas prévu un tel cas de figure et n'a donc pas été en mesure d'apprécier le degré de rétention des connaissances de manière significative. Toutefois, en supposant que l'évolution de ceux qui ont quitté ces programmes soit un bon indicateur, il semble que les rudiments acquis dans les programmes d'alphabétisation pour les adultes soient rapidement perdus, faute de possibilités d'application.

## **6. LE PAYSAGE A FACETTES MULTIPLES DE L'ALPHABETISATION**

82. A l'exception de l'unique campagne d'alphabétisation des masses lancée en 1964, l'approche en matière d'alphabétisation adoptée par les autorités ougandaises a été sélective. Elle a consisté à mettre en oeuvre des expériences pilotes à petite échelle puis à les étendre graduellement à d'autres zones. Pour cette raison, de nombreuses zones n'ont pas pu être couvertes. Le gouvernement a, par conséquent, encouragé d'autres acteurs, notamment les organisations religieuses et les organisations non gouvernementales à participer à la fourniture de services d'alphabétisation en tant que partenaires. Cette décision a suscité des initiatives variées qui ont enrichi le paysage de l'alphabétisation, notamment, grâce au réseautage et à la création de forums pour les échanges d'idées et d'expériences.

### **6.1 Diversification de l'offre**

83. La normalisation intervenue, au milieu des années 1980, de la situation socio-politique en Ouganda, après l'expérience traumatisante qu'a connu ce pays, a attiré de nombreuses ONG étrangères et favorisé la création de nombreuses ONG locales. Bon nombre de ces ONG se sont lancées dans l'alphabétisation des adultes, à petite échelle. Ces initiatives ont été encouragées par les autorités qui ont créé un environnement qui a incité les ONG et d'autres structures à investir dans des activités de développement. En tant que partenaires de l'Etat pour le développement, les ONG, comme les autres investisseurs, sont libres de mener leurs activités à leur guise.

84. Le rôle joué par la société civile (les institutions religieuses, les institutions à base religieuse, les organisations non gouvernementales, les organisations à base communautaire, les coopératives et les syndicats) dans le façonnement des pratiques de l'éducation des adultes en Ouganda a été analysé dans une publication récente (Okech, 2004).

85. A l'origine et pendant longtemps, les programmes d'alphabétisation des adultes étaient, presque exclusivement, mis en œuvre par des missionnaires et par leurs fidèles. Le gouvernement colonial n'a été que faiblement impliqué dans l'éducation et a essentiellement laissé cette charge aux organisations religieuses. Toutefois, comme indiqué plus haut, le gouvernement colonial s'est graduellement investi dans l'alphabétisation des adultes par le truchement du ministère des Affaires sociales.

86. Après l'accession de l'Ouganda à l'indépendance, l'Etat a immédiatement assumé l'entière responsabilité de l'éducation. Les organisations religieuses ont été écartées. Elles se sont graduellement retirées de l'éducation laïque et limité leurs initiatives au catéchisme. Récemment, certaines de ces organisations ont recommencé à s'intéresser à l'éducation laïque et ont proposé des projets d'alphabétisation et d'éducation non formelle pour les adultes. Les programmes d'alphabétisation mis en œuvre par les organisations religieuses étant probablement la forme d'alphabétisation la plus anciennement établie en Ouganda (Parry, 2000), leur retrait s'est vraisemblablement traduit par de grandes pertes.

87. De nombreuses confessions mettent en œuvre des projets d'alphabétisation par le truchement d'organisations à base religieuse. L'Ouganda compte deux églises d'obédience chrétienne : l'église catholique et l'église anglicane. Au cours de ces dernières années, les adventistes du septième jour se sont impliqués de manière croissante dans l'alphabétisation des adultes par le truchement du Secours adventiste (ADRA). La religion musulmane est également impliquée dans certaines formes d'alphabétisation des adultes et d'éducation non formelle. Elle est cependant moins présente que les églises chrétiennes.

88. L'étude mentionnée ci-dessus sur les organisations non gouvernementales qui travaillent dans le domaine de l'éducation des adultes en Ouganda les a réparties en diverses catégories : les ONG internationales, nationales et à base communautaire. Ces catégories sont subdivisées en trois sections : les ONG qui se définissent, elles-mêmes, comme des organisations de la société civile oeuvrant dans le domaine de l'éducation des adultes; celles qui sont associées à l'éducation des adultes, par certains aspects de leurs activités; celles qui déclarent ne pas travailler dans le domaine de l'éducation des adultes tout en étant impliquées dans une forme ou une autre d'éducation non formelle pour les adultes. Les deux premiers types de structures sont les plus pertinents du point de vue de l'alphabétisation des adultes.

89. Les principales ONG internationales qui travaillent actuellement ou qui ont travaillé récemment dans le domaine de l'éducation des adultes sont, notamment, les suivantes : Aide et Action Ouganda (AAU) ; le Secours adventiste (ADRA) ; l'Agence néerlandaise pour le développement (SNV) ; l'Agence pour la coopération à la recherche et au développement (ACORD) ; l'Agence islandaise pour le développement international (ICEIDA) et diverses organisations SOS qui ont été regroupées sous la bannière de SOS enfance en Ouganda. Le Programme alimentaire mondial (PAM), qui est une agence des Nations Unies, a également soutenu l'alphabétisation des adultes dans la région de Karamoja (la région la moins alphabétisée du pays) où elle apportait également une aide alimentaire. L'agence Aide et Action Ouganda a joué un rôle important dans l'alphabétisation des adultes, notamment par la promotion de l'approche appelée REFLECT. Enfin, le Secours adventiste met en œuvre des programmes d'alphabétisation fonctionnelle pour les adultes dans diverses régions en Ouganda.

90. Une dizaine d'ONG nationales sont présentes dans diverses régions du pays. Parmi les plus importantes d'entre elles, il convient de citer le projet d'alphabétisation et d'éducation de base pour les adultes (LABE) auquel l'UNESCO a décerné, en 2002, le prix Noma, notamment pour

l'originalité de ses approches et pour la promotion de la collaboration en faveur de l'alphabétisation des adultes. Certaines ONG existent depuis plus de vingt ans et figurent dans le Répertoire de l'alphabétisation des adultes élaboré en 1984, avec le soutien de l'UNESCO. Les plus importantes d'entre elles sont les suivantes : la National Adult Education Association (l'Association nationale pour l'éducation des adultes); la Kiira Adult Education Association of Eastern Uganda, (l'Association Kiira pour l'éducation des adultes en Ouganda oriental); la Young Men's Christian Association (la section masculine de l'Association de la jeunesse chrétienne) et la Young Women's Christian Association (la section féminine de la jeunesse chrétienne). Toutefois, la plupart des ONG impliquées dans l'alphabétisation des adultes ont moins de dix ans. Cela témoigne de l'intérêt accordé à ce secteur.

91. Plus d'une centaine d'ONG locales et d'organisations à base communautaire travaillent dans le domaine de l'alphabétisation des adultes en Ouganda. Certaines d'entre elles couvrent plusieurs zones dans leur région d'implantation. Toutefois, la majorité de ces structures oeuvrent à petite échelle, au niveau de leur communauté et ne desservent que peu de personnes. Ainsi, en dépit de leur nombre, ces structures n'ont que peu d'impact sur l'alphabétisation des adultes en Ouganda. Les initiatives individuelles constituent un phénomène récent dans ce secteur. Certaines d'entre elles sont des entreprises commerciales ressortissant du "secteur privé".

92. La libéralisation du secteur de l'éducation des adultes a débouché sur l'introduction de nouvelles approches. Parmi celles-ci, il convient de citer l'approche REFLECT qui a été testée par Aide et Action en Ouganda et dans deux autres pays. Après une phase pilote, qui a été jugée très satisfaisante, Aide et Action Ouganda a élargi l'application de cette méthode d'abord à Ouganda puis dans le reste de l'Afrique. L'unité de coordination de cette approche a été implantée en Ouganda. Elle sert de centre d'appui à tous les promoteurs de services d'alphabétisation qui souhaitent adopter cette méthode et l'adapter à leurs conditions de travail et à leurs besoins. Ainsi, plusieurs ONG ont pu adopter cette méthode et l'adapter à leurs besoins et à leurs croyances. Grâce à l'introduction de nouvelles approches de l'alphabétisation des adultes, l'Ouganda est devenu un pays marqué par une floraison d'initiatives et un paysage à facettes multiples et en expansion.

93. La diversification de l'offre permet aux promoteurs de services d'alphabétisation de s'investir dans des programmes qui correspondent à leurs besoins et à leurs approches. Elle donne également aux bénéficiaires la possibilité de choisir leur programme en fonction de leurs besoins et de leurs croyances. Cette liberté de choix et d'action constitue également un stimulant pour les promoteurs de services car les gens et les agences qui travaillent dans ce secteur savent qu'ils peuvent suivre ou mettre en œuvre, en toute liberté, le programme d'alphabétisation qui leur convient.

94. L'éparpillement des interventions ne permet pas d'avoir un impact important. En effet, la plupart de ces initiatives ont une couverture limitée, sont de courte durée car elles appliquent une approche projet. Malgré ces limites, la plupart de ces initiatives ont établi des structures autonomes pour la mise en œuvre de leur programme. Ces structures apparaissent et disparaissent à l'instar des programmes et ne permettent pas de poursuivre le travail qui a été entamé. Aussi conviendrait-il de regrouper ces initiatives afin d'en renforcer l'impact.

95. Les promoteurs de services d'alphabétisation pour les adultes ont notamment tenté d'assurer la viabilité de leurs initiatives en encourageant leur appropriation par les populations desservies. Ainsi le projet Aide et Action de Bundibugyo, où l'approche REFLECT a été expérimentée, a d'abord encouragé les bénéficiaires à créer un comité de gestion du programme. Il s'agissait de faire en sorte que le programme soit mu, soutenu et maintenu par les communautés, y compris après sa clôture et la fin de l'appui apporté par les agences étrangères. Le projet de Bundibugyo a été déstabilisé par l'invasion de cette région par des groupes de rebelles opposés au gouvernement. En conséquence, cette initiative à base communautaire n'a pas pu être menée à terme. Depuis lors, les activités d'alphabétisation des adultes d'Aide et Action sont assurées, dans le district de Mubende, par des comités de gestion à base communautaire. Cette démarche a également été adoptée par SOS enfants

(Royaume-Uni) dans la municipalité d'Arua et par le Programme pour l'habilitation des femmes dans divers districts du nord-ouest de l'Ouganda. Il reste cependant à évaluer la viabilité de ces initiatives.

96. La prise de conscience créée par les programmes d'alphabétisation des adultes a permis de renforcer de façon adéquate les capacités de gestion de ces programmes par les communautés. Bien qu'on puisse toujours confier aux communautés bénéficiaires la responsabilité de la viabilité de telles initiatives, il n'en est pas moins vrai, comme le souligne la Déclaration de la cinquième conférence internationale sur l'éducation des adultes, que ' l'Etat reste le principal garant de l'éducation pour tous, notamment pour les populations les plus vulnérables...' (UNESCO, 1997: 3)

97. L'Ouganda a bénéficié de l'appui de la communauté internationale dès la relance de ses activités d'alphabétisation des adultes en 1992. Ainsi, en dehors des ONG internationales citées plus haut, les partenaires de ce pays pour le développement de l'alphabétisation des adultes sont notamment : l'UNESCO, l'UNICEF, la German Adult Education Association (Association allemande pour l'éducation des adultes, DVV) ; la World University Service, l'ancienne ODA britannique ; la SNV et la NOVIB, qui sont des organisations néerlandaises de développement ; la Ireland Aid et COMIC Relief et Care International. En Ouganda, le développement de l'éducation des adultes, en général, et en particulier, de l'alphabétisation, est grandement redevable à la DVV, qui a travaillé en partenariat pendant plus de vingt ans avec les éducateurs et fourni une aide financière, matérielle et technique. Dans le domaine de l'alphabétisation des adultes, la DVV a apporté son appui à la conception et à la production de programmes et de matériels, à la formation, à la recherche et à l'évaluation. Cette institution a ainsi considérablement aidé à développer les capacités en éducation des adultes en Ouganda.

98. L'Association africaine pour l'Alphabétisation et l'Education des Adultes (AALAE) a joué un rôle important dans la promotion du partenariat international entre les éducateurs ougandais et les éducateurs d'autres pays africains. L'AALAE a également permis aux éducateurs ougandais de participer aux forums du Conseil international pour l'éducation des adultes (ICAE), créant ainsi des opportunités de réseautage et de coopération entre l'Ouganda et d'autres régions du monde.

## 6.2 Réseautage, échanges et coopération

99. L'intervention croissante d'agences et d'organisations desservant les mêmes populations dans des domaines de spécialisation identiques les a amené à prendre conscience de la nécessité de coordonner leurs activités. Cette nécessité a été exprimée dès les années 1960 dans un mémorandum adressé au gouvernement et dans des résolutions de divers forums. A l'origine, ce mémorandum et ces résolutions se contentaient d'inviter l'Etat à mettre en place des mécanismes de coordination. Avec la montée de la participation d'organisations de la société civile à l'éducation des adultes, la nécessité de coopérer entre elles s'est graduellement imposée. Cependant, en dépit d'appels répétés à la création de mécanismes de coordination, les différents intervenants continuent de travailler de manière isolée sans échanger leurs idées, leurs expériences et sans mettre en commun leurs ressources lorsque cela est possible. On a même noté des doublons qui représentent un gaspillage et une gêne pour les bénéficiaires. Il a fallu du temps et des efforts, y compris des injonctions de l'extérieur pour que des efforts de coordination soient entamés.

100. L'Association africaine pour l'éducation des adultes et l'Association africaine pour l'Alphabétisation (Afrolit), qui ont été créées dans les années 1960 pour promouvoir la coopération entre des organisations de la société civile de divers pays africains, dans le domaine de l'éducation et de l'alphabétisation, regroupaient essentiellement des organisations. Au milieu des années 1980, ces deux associations ont fusionné pour créer l'AALEA. Celle-ci a incité les pays à se doter d'une seule organisation représentative de toutes les autres organisations de la société civile. Les organisations ougandaises continuent cependant d'avoir plusieurs représentants auprès de l'AALEA. Le secrétariat de l'AALEA a joué un rôle de premier plan en permettant aux ONG locales qui travaillent dans le domaine de l'éducation des adultes de mettre en œuvre des projets conjoints. Cette collaboration a

constitué un tremplin pour la création de réseaux et de forums pour les échanges d'idées et d'expériences.

101. La DVV, qui est le principal partenaire extérieur des éducateurs ougandais pour l'alphabétisation des adultes depuis le milieu des années 1980, s'est fortement impliquée dans les négociations visant à établir une seule organisation représentative de l'ensemble des organisations du secteur de l'éducation des adultes. Ces efforts ont abouti à la création de l'Action concertée pour l'éducation des adultes en Ouganda (Uganda Joint Action for Adult Education, l'UJAFAE), qui a été la première structure à regrouper divers partenaires de l'éducation des adultes dans ce pays. A l'origine, elle ne comprenait que des organisations soutenues par la DVV. Des efforts ont été effectués ultérieurement pour élargir l'adhésion à d'autres membres. Toutefois, cette initiative a produit de mauvais résultats. Cette organisation s'est avérée inefficace, non pertinente et a dû être dissoute.

102. Les membres de l'UJAFAE ont éprouvé le besoin de combler le vide causé par la disparition de cette association. Dans une grande mesure, la nouvelle organisation qui a été mise en place, (l'Uganda Adult Education Network, UGAADEN) a succédé à l'UJAFAE et hérité de certaines de ses ressources. Bien que l'UGAADEN travaille encore au développement de son réseau, elle a déjà produit des résultats tangibles. Il lui reste à surmonter un défi : amener davantage d'organisations de la société civile (OSC) à participer activement au réseau.

103. La Literacy and Adult Basic Education Organization (LABE) (Organisation pour l'alphabétisation et l'éducation de base pour les adultes) est l'une des ONG nationales qui réussissent le mieux dans ce domaine, en Ouganda. Cette organisation a compris que les OSC oeuvrant dans ce secteur devaient coopérer pour faire du plaidoyer pour qu'une plus grande attention soit accordée à l'alphabétisation des adultes. Elle a mobilisé des ressources et collaboré avec d'autres organisations pour créer le Réseau pour la promotion de l'alphabétisation en Ouganda (Literacy Network for Uganda, LITNET), dont l'impact dans ce secteur est déjà sensible. Cette initiative fait partie des raisons pour lesquelles, la LABE a été nommée, en 2002, pour l'attribution du prix Noma décerné par l'UNESCO pour l'alphabétisation.

104. Enfin, le réseautage, le partage des idées et la mise en commun des ressources ont déjà produit des résultats visibles et contribué à renforcer le développement et la pratique de l'alphabétisation en Ouganda.

## **7. EFFICACITE DES PROGRAMMES, LIENS AVEC L'EDUCATION FORMELLE ET L'EDUCATION CONTINUE**

### **7.1 Structure du programme et lien avec l'éducation continue**

105. La plupart des programmes d'alphabétisation proposés aux jeunes et aux adultes sont des programmes d'éducation de base au sens littéral du terme. En effet, d'une manière générale, les programmes d'alphabétisation mis en oeuvre en Ouganda ne comportent qu'un niveau et se terminent en cul-de-sac. Pour ce qui concerne les programmes mis en oeuvre par l'Etat, cette option a été justifiée par la masse considérable d'adultes analphabètes. Ils sont si nombreux qu'il a paru plus équitable de permettre à la majorité des gens d'acquérir une éducation de base que de donner la possibilité, à une minorité, de poursuivre des études une fois le programme d'alphabétisation terminé. Ce choix se reflète également dans l'éducation formelle où les efforts de l'Etat sont concentrés dans l'éducation primaire au détriment de l'éducation secondaire. Il s'agissait de choisir entre deux options : offrir *“tout à une minorité ou un peu à tous”*. La deuxième alternative a été considérée comme plus pertinente et plus équitable.

106. D'une manière générale, les autres acteurs impliqués dans l'alphabétisation des adultes en Ouganda ont adopté l'approche retenue par l'Etat. Ce choix s'explique aussi par le fait que la plupart des programmes considèrent principalement l'alphabétisation (la lecture et l'écriture) comme un moyen d'améliorer le niveau de vie et la participation civique des apprenants en les aidant à améliorer des aptitudes qu'ils possèdent déjà. Bien que cette démarche n'exclut pas la possibilité de poursuivre les études, il semble que la plupart des programmes ne prévoient explicitement aucun dispositif pour ce faire. Il appartient, par conséquent, aux apprenants qui le désirent, de trouver des possibilités de poursuivre des études une fois les cours d'alphabétisation terminés. Certains adultes ont dû subir l'humiliation d'aller à l'école primaire en même temps que des enfants. Comme il fallait s'y attendre, très peu d'entre eux étaient suffisamment désespérés pour accepter un tel traitement.

107. Toutefois, un nombre croissant de participants aux programmes d'alphabétisation des adultes souhaiteraient continuer leurs études au-delà de l'éducation de base. Il est reconnu que cela impliquerait d'élaborer un cadre permettant d'établir des équivalences entre ces programmes et les cours dispensés dans l'enseignement formel et de créer un lien entre ces deux types d'enseignement. Il s'agit-là d'une démarche inédite en Ouganda. De tièdes efforts ont été entrepris dans ce sens, comme on le verra ci-dessous. Il y a loin de la reconnaissance d'un besoin à l'action. Ainsi, un programme d'une durée d'un an, qui a été mis en oeuvre, en 2002 dans le cadre du NALSIP, a élaboré un cadre national pour l'établissement d'équivalences et la conception de programmes dont la mise en oeuvre comprenait les étapes suivantes :

- Identification des besoins en éducation continue.
- Collaboration avec l'organe national compétent pour le développement d'un cadre national d'établissement des équivalences pour permettre aux adultes de poursuivre des études au-delà de l'éducation de base.
- Elaboration de programmes adaptés au cadre d'établissement des équivalences.
- Conception et fabrication de matériels adaptés aux programmes.
- Mise en oeuvre de programmes destinés aux adultes ayant terminé les programmes d'éducation de base.

108. A ce jour, on n'en est qu'à la deuxième étape du processus, qui, du reste, a été modifié afin d'être axée une fois de plus, non sur l'éducation continue, mais sur l'éducation de base. A ce rythme, il faudra vraisemblablement de nombreuses années pour voir émerger un cadre national d'équivalences assorti de programmes appropriés pour permettre aux adultes alphabétisés de poursuivre des études en Ouganda.

109. L'insuffisante coordination des activités des ministères chargés de l'éducation des adultes et celles du ministère de l'Education générale est l'un des freins au développement de liens entre l'alphabétisation des adultes et l'éducation formelle. En 1992, l'Assemblée nationale a adopté une politique contenant une disposition qui prévoyait que la question du transfert de l'alphabétisation des adultes au ministère de l'Education soit examinée en même temps que d'autres questions relatives à l'éducation. Cette politique n'a jamais été mise en oeuvre. De nombreux éléments militent en faveur de son application et contre sa mise en oeuvre. Toutefois, le fait que l'alphabétisation des adultes relève d'un ministère distinct n'aurait que peu d'importance si les activités de ce ministère et celles du ministère de l'Education étaient correctement coordonnées là où cela est nécessaire. Or, il n'en est pas ainsi.

110. Quelques programmes ont commencé à apporter des réponses pratiques à la demande d'éducation continue pour les adultes. On trouve de très rares offres provenant d'OSC et d'institutions privées. Toutefois, elles sont essentiellement concentrées dans la capitale et dans quelques villes où il y a une demande solvable. Le Centre pour l'alphabétisation et l'éducation de base pour les adultes (ALBEC) est l'une des OSC qui proposent de telles possibilités depuis quelques années. Ce centre est implanté sur le campus de l'Université de Makerere. Il n'est pas autorisé à délivrer des certificats adaptés aux besoins et aux situations d'apprentissage de ses clients. Ces institutions s'efforcent, en conséquence, en association avec d'autres institutions, de faire du plaidoyer pour qu'un cadre national de qualifications relatif à l'éducation des adultes soit élaboré. L'ALBEC est une ONG reconnue par

l'Etat. Elle a été créée par des diplômés de l'Université de Makerere en éducation des adultes et en éducation communautaire. Pour ses activités de plaidoyer, elle a collaboré avec d'autres OSC parmi lesquelles la LABE, la LitNet, l'ULALA et les services linguistiques DIFRA ( une institution privée basée à Kampala). L'ALBEC et DIFRA proposent à leurs participants des possibilités d'aller au-delà de l'éducation de base. Ces apprenants doivent, cependant, se conformer aux dispositions qui régissent l'éducation formelle pour que leur formation soit reconnue. Ce qui n'est pas facile pour des adultes.

111. L'Agence islandaise pour le développement international (ICEIDA), qui oeuvre dans le domaine de l'alphabétisation des adultes en Ouganda depuis 2002, a parrainé des programmes d'éducation continue axés sur le développement d'aptitudes en gestion commerciale. L'ICEIDA collabore avec le ministère de la Promotion de la femme, de l'Emploi et du Développement social et les autorités du district de Kalangala pour y renforcer l'offre de services d'alphabétisation des adultes. L'évaluation des besoins dans ce district, qu'elle a commanditée en 2002, a montré que le taux d'analphabétisme de cette région était relativement supérieur à celui de la plupart des districts. Il a été, par conséquent, décidé de développer un programme d'éducation continue, parallèlement au programme d'alphabétisation de base. Depuis lors, l'ICEIDA a participé à des initiatives visant à développer une politique d'éducation des adultes qui comprendrait, notamment, un cadre d'orientation relatif à l'éducation continue.

112. A l'échelon national, comme indiqué plus haut, des efforts ont été déployés pour élaborer des cadres de qualification pour l'éducation continue des adultes. La première initiative prise à cet effet a consisté à établir une collaboration entre le LABE et le ministère de l'Education et des Sports afin d'élaborer un cadre pour l'éducation continue des adultes. Beaucoup d'efforts ont été faits. Ils ont cependant abouti à une impasse, notamment, parce que l'éducation des adultes n'a pas été transférée au ministère de l'Education, comme prévu. Après la mise en place du NALSIP, les OSC ont fait pression sur le ministère de la Promotion de la femme, de l'Emploi et du Développement social, qui est chargé de l'alphabétisation des adultes, pour que la disposition du NALSIP mentionnée plus haut soit appliquée. Le ministère a chargé le LABE d'élaborer un cadre national de qualification pour l'éducation des adultes. Ce travail a été entamé. Toutefois, comme déjà indiqué ci-dessus, les efforts restent axés pour le moment, sur un seul niveau de l'alphabétisation de base. En outre, le travail qui a été effectué par le LABE n'a pas encore été adopté par le ministère afin d'indiquer la voie à suivre. A l'évidence, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir.

## **7.2 Contribution de la méthodologie utilisée actuellement au renforcement des capacités d'apprentissage tout au long de la vie**

113. La diversité de l'offre de services d'éducation pour les jeunes et pour les adultes se traduit par une variété de méthodologies. L'approche axée sur l'alphabétisation fonctionnelle des adultes (AFA) prédomine, avec des variantes, cependant. On note également une utilisation croissante de l'approche REFLECT qui est appliquée, avec des adaptations, à divers programmes.

114. Pour atteindre le double objectif défini par le programme mis en oeuvre par l'Etat (voir la section 2.3 ci-dessus), on a retenu une méthodologie qui « intègre » trois aspects :

- *Intégration des matières* : dans cette approche, on veille à ce que les connaissances liées à diverses matières ou 'domaines de programme' se rapportent à un problème ou à une préoccupation immédiate. Cette démarche est d'autant plus judicieuse que, dans la vie quotidienne, les problèmes ont des causes multiples et ne peuvent généralement pas être résolus si l'on n'en considère qu'un seul aspect.
- *Intégration de l'offre de services*: cette approche est également intégrée de ce point de vue car elle incite divers intervenants ou travailleurs sectoriels à collaborer pour résoudre les problèmes

immédiats que posent l'apprentissage ou des questions de développement. D'une manière générale, il est impossible pour un facilitateur de couvrir plusieurs des domaines d'étude proposés aux apprenants. On les encourage, par conséquent, à solliciter la participation de spécialistes en vulgarisation de techniques agricoles, sanitaires, d'agents de coopérative, etc.. pour renforcer le contenu de l'apprentissage.

- *Intégration de l'apprentissage et de la vie* : cette méthode insiste sur la nécessité de maintenir une relation étroite entre la vie et l'apprentissage, lier ce dernier aux activités des apprenants et les aider à améliorer leur pratique avant d'entamer de nouvelles activités. Pour conserver ce lien avec la vie courante, l'application concrète de l'enseignement est privilégiée. Des activités de suivi en extérieur sont prévues pour permettre aux facilitateurs et aux apprenants de sortir de la salle de classe et d'appliquer l'enseignement sur le lieu de travail. Pour la majorité des apprenants, celui-ci se trouve à la maison ou dans les champs.

115. L'approche REFLECT constitue une innovation intéressante et remarquable dans le paysage de l'alphabétisation des adultes en Ouganda. Elle a été introduite par Aide et Action, une ONG internationale britannique. Les concepteurs de cette approche expliquent qu'ils se sont inspirés du cadre théorique qui a été développé par le Brésilien Paulo Freire et l'ont doté d'un cadre méthodologique tiré des techniques d'évaluation participative rurale. Une importante caractéristique de la méthode REFLECT est de n'utiliser ni livres d'initiation ni d'autres matériels imprimés que le guide des facilitateurs qui est produit localement, de préférence avec la participation des instructeurs concernés. Le manuel de référence de la méthode REFLECT contient la déclaration suivante :

'La plupart des programmes d'alphabétisation ayant échoué, la suppression des livres d'initiation pourrait être l'une des clés de leur succès (Archer et Cottingham, 1996)'.

116. La phase pilote de la méthode REFLECT a été évaluée en 1995 dans trois pays : l'Ouganda, le Bangladesh et le Salvador. Les résultats de cette évaluation ont été publiés, en 1996, dans le document sur l'éducation n° 17 de l'ODA. Ce document a conclu que la méthode REFLECT est plus efficace que les approches d'alphabétisation qui utilisent des livres d'initiation.

117. Cette méthode a été appliquée intégralement ou partiellement par certaines ONG implantées en Ouganda et par le programme gouvernemental, dans certains districts. Toutefois, l'évaluation des programmes d'alphabétisation qui a été conduite en 1999 en Ouganda n'a pas trouvé de différences significatives entre les performances de l'approche REFLECT et celles des méthodes utilisées dans les programmes mis en œuvre par l'Etat (Carr-Hill, 2001).

118. Ces programmes peuvent promouvoir l'habilitation des apprenants, notamment, en s'efforçant de les impliquer dans le processus de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes. Le NALSIP contient des dispositions sur la participation des apprenants et diverses organisations ont effectivement veillé à ce que les apprenants participent à certains ou à l'ensemble de ces aspects. La Uganda Literacy and Adult Learners Association (ULALA), qui est très active, a permis d'établir des liens utiles entre les participants et les promoteurs de programmes. Cette association a été créée en 1992, à une conférence financée par l'AALAE, qui a réuni des représentants d'apprenants adultes issus de l'ensemble du pays. La création de cette association a été le point culminant d'efforts entamés dès le lancement, en 1990, de l'Année internationale de l'alphabétisation, afin de promouvoir l'habilitation des apprenants et leur participation à la planification de la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation.

119. L'ULALA est désormais une ONG reconnue par l'Etat. Elle regroupe des apprenants adultes afin de les encourager à participer à la promotion de programmes d'alphabétisation et de post-alphabétisation en Ouganda. Cette ONG a participé efficacement à diverses initiatives de plaidoyer en faveur de l'amélioration de l'offre de programmes d'alphabétisation des adultes. Sa participation à divers forums consacrés à l'alphabétisation des adultes a permis de faire entendre la voix des apprenants et d'assurer la prise en compte de leurs intérêts. Cela s'est traduit par un renforcement remarquable de l'habilitation des

apprenants, qui ont ainsi pu établir des liens avec d'autres partenaires et participer à des forums pertinents à l'étranger. L'ULALA est un membre actif de l'Association internationale pour la promotion de la lecture. Elle a participé aux semaines consacrées aux apprenants dans le monde entier. Cette visibilité a permis à cette ONG de contribuer remarquablement à la semaine nationale de l'éducation des adultes qui devrait devenir un événement national en Ouganda.

### 7.3 Développement de l'aptitude au travail et à la vie

120. Une étude réalisée en 2002, avec l'appui de la German Adult Education et la Banque mondiale, sur l'alphabétisation et le développement d'aptitudes axées sur l'amélioration de la situation économique a analysé certains exemples tirés de l'expérience ougandaise (Oxenham et al, 2002). Cette analyse a confirmé ce qu'on savait déjà, à savoir que tous les programmes mis en œuvre en Ouganda s'efforcent de lier l'alphabétisation à l'amélioration des moyens d'existence des apprenants. Des différences ont cependant été relevées dans la manière dont ce lien est établi en pratique.

121. Selon l'auteur de cette analyse, l'alphabétisation reste la matière principale de la plupart des programmes d'alphabétisation pour les adultes pour lesquels on dispose de documents. Ces programmes devraient s'efforcer de concevoir et proposer des formations qui opèrent un équilibre entre l'alphabétisation, l'acquisition de connaissances et d'aptitudes pratiques. Les apprenants devraient pouvoir utiliser ces connaissances et ces aptitudes pour améliorer leur existence. Enfin, selon le même auteur, la nécessité de lier l'apprentissage et la vie est reconnue en théorie. Toutefois, dans la pratique, on accorde peu d'importance à l'acquisition d'aptitudes qui pourraient permettre aux apprenants d'améliorer leur situation économique.

122. Les facilitateurs ont du mal à trouver des spécialistes qui peuvent aider les apprenants à améliorer leur existence. Ce qui limite l'efficacité des programmes. Ils manquent de ressources pour couvrir les frais de transport et récompenser de tels spécialistes. Dans certains cas, ces spécialistes, n'existent tout simplement pas. Des facilitateurs peu éduqués et peu formés peuvent difficilement inculquer aux apprenants des aptitudes permettant d'améliorer leurs conditions de vie. Pour cette raison, le développement de l'habilitation économique n'est pas aussi efficace que cela aurait été souhaitable. Selon l'évaluation des programmes d'alphabétisation des adultes en Ouganda de 1999, de nombreux apprenants ont estimé que ces programmes leur ont permis d'améliorer leurs conditions de vie. Or, certains d'entre eux ont quitté le programme parce qu'ils estimaient qu'il ne répondait pas à leurs attentes. La conclusion de cette évaluation est qu'il conviendrait d'améliorer les programmes d'alphabétisation de manière à ce qu'ils aient davantage d'impact sur la vie des apprenants.

123. On a également testé des projets tels que le Basic Education for Urban Poverty Areas (BEUPA), qui ont été spécifiquement conçus pour promouvoir le développement d'aptitudes permettant d'améliorer l'employabilité des jeunes et des adultes tout en les alphabétisant. Le BEUPA est un projet pilote, en cours, d'éducation de base non formelle, d'une durée de trois ans, qui s'efforce de répondre aux besoins d'enfants et d'adolescents déscolarisés âgés de 9 à 18 ans. Ce projet est géré conjointement par le ministère de l'Education et des Sports et par le conseil municipal de Kampala. Il a été lancé en septembre 1997. La phase actuelle, qui a été entamée en mars 2003, devrait se terminer en février 2006. Les activités de ce projet consistent notamment à :

- Développer et tester un programme d'éducation non formelle d'une durée de trois ans, qui comprend des adaptations des principales matières enseignées à l'école primaire ;
- Promouvoir la formation pré-professionnelle;
- Renforcer les capacités des institutions chargées de la mise en œuvre du programme ;
- Promouvoir et renforcer la participation communautaire.

124. Un syllabaire et de petits modules concernant divers métiers ont été élaborés avec l'aide d'artisans des communautés concernées. Les instructeurs et les artisans locaux enseignent des aptitudes techniques qui se rapportent à divers métiers pour préparer les apprenants à gagner leur vie.

Ils s'efforcent également d'organiser des stages de formation et d'autres types de sessions d'apprentissage.

125. Il ne s'agit-là que de l'un des rares exemples de projets qui ont été conçus à la fois par l'Etat et par des OSC pour lier plus étroitement l'alphabétisation à la vie professionnelle. Une analyse approfondie de ces initiatives pourrait permettre de mettre en évidence leurs avantages relatifs par rapport aux programmes ordinaires d'alphabétisation des adultes. Ces initiatives sont encore trop rares et trop récentes en Ouganda pour que leurs impacts et leurs avantages puissent être évalués correctement. On a cependant avancé qu'une formation étroitement axée sur l'habilitation économique des apprenants ne saurait avoir d'impact significatif sur leur vie quotidienne. Il serait, par conséquent, utile d'adopter une approche plus systémique de l'alphabétisation.

126. Il est intéressant de noter que le premier impact escompté, à savoir "l'effet d'habilitation" ne dérive pas de l'approche étroitement centrée sur la formation économique mais de celle qui est plus largement axée sur l'alphabétisation fonctionnelle telle que définie par Udaipur ( Bholi, 1983, p. 205). C'est cette approche qui est appliquée dans de nombreux programmes d'alphabétisation, y compris en Ouganda. Les effets des connaissances et des aptitudes centrées sur l'amélioration des moyens de subsistance, tout comme ceux de l'alphabétisation, sont déterminés, dans une large mesure, par les idéologies et les dynamiques sociales prédominantes. Les programmes d'alphabétisation et d'habilitation économique doivent, par conséquent, tenir compte de ces contraintes. L'alphabétisation fonctionnelle, dans son acception la plus large, intègre ces facteurs et constitue, par conséquent, un instrument puissant et efficace d'habilitation économique.

La présente étude conclut qu'il est possible d'aider les populations défavorisées à améliorer leurs conditions de vie en combinant l'habilitation économique et l'alphabétisation.

Premièrement, "l'effet d'habilitation" se manifeste à divers niveaux, dans la mesure où les apprenants gagnent en assurance et en ressources qui les aident à prendre des initiatives pour améliorer leur situation économique.

Deuxièmement, la capacité de lire et compter constitue un avantage évident pour les transactions commerciales de l'économie informelle, et sont, à ce titre, très importantes pour l'entrepreneuriat.

Troisièmement, l'acquisition de nouvelles aptitudes professionnelles permet d'améliorer la productivité des pratiques agricoles et d'élevage.

Enfin, ces effets ne devraient pas être considérés isolément mais comme les produits d'intrants complémentaires. Ainsi, il conviendrait non seulement d'inculquer des aptitudes, de créer des opportunités de commercialisation mais aussi de faciliter l'accès au crédit.

## 7.4 Impact de l'alphabétisation

127. Une évaluation des programmes d'alphabétisation des adultes réalisée, en 1999, en Ouganda a identifié des impacts importants concernant l'aptitude à la lecture et d'autres domaines de l'apprentissage fonctionnel. Certains de ces effets constituent des indicateurs pertinents de l'impact du programme d'alphabétisation. D'autres, en revanche, s'apparentent à des défis. Ils sont analysés dans la section suivante.

128. Selon cette évaluation, d'un point de vue quantitatif, l'expansion du programme a été réalisée à un coût unitaire très faible. Toutefois, ce programme, qui reposait presque entièrement sur le bénévolat, risquait de périr. Il était d'autant plus vulnérable, à l'époque, que l'Etat a réduit son apport financier de 50% à 30% de la contribution des donateurs, quelques années plus tôt. De manière assez surprenante, le dynamisme du programme s'est accru malgré son excessive dépendance à l'égard du bénévolat. L'autre hypothèse qui a été identifiée par cette évaluation, à savoir la baisse de la contribution financière de l'Etat, a été levée grâce à l'inclusion, par ce dernier, des programmes d'alphabétisation des adultes dans le Plan 2002 de lutte contre la pauvreté.

#### ***Acquisition et développement de l'alphabétisme***

129. *La majorité des participants aux programmes d'alphabétisation qui ont été évalués ont atteint, en lecture, en écriture et en calcul, un niveau supérieur à celui des élèves de la quatrième année de l'enseignement primaire. Bien que 73% de ces apprenants aient préalablement reçu une forme ou une autre d'éducation formelle, il n'en reste pas moins que la performance des apprenants qui n'avaient reçu aucun enseignement ou qui avaient été peu scolarisés auparavant étaient meilleure que celle des élèves. Il importe cependant de souligner que le niveau moyen de performance est très rudimentaire.* Aujourd'hui, en Ouganda, il est reconnu que les programmes d'alphabétisation pour les adultes ont significativement contribué au relèvement récent des taux d'alphabétisme. Au moment où l'évaluation a été effectuée, le nombre d'adultes ayant terminé un cycle d'alphabétisation d'une durée de neuf mois, à partir de 1992, était estimé à 400.000 personnes. En 2004, ce chiffre est passé à 1,2 million de personnes ; les statistiques officielles font état d'une augmentation notable du taux d'adultes alphabétisés au cours de cette période.

#### ***Amélioration des connaissances, des attitudes et des pratiques fonctionnelles***

130. *En termes de connaissances, d'attitudes et de pratiques fonctionnelles, l'évaluation a montré que les performances des adultes ayant terminé le programme d'alphabétisation étaient supérieures à celles des adultes non alphabétisés de leur communauté.* Les performances fonctionnelles médianes relatives aux connaissances et aux attitudes étaient supérieures à la moyenne. En revanche, la moyenne des scores concernant la pratique était très faible. Cette différence s'explique, en partie, par la nouveauté de certains programmes. D'autres facteurs ont également pu influencer sur les performances : pression liée à la présence d'autres adultes, disponibilité des ressources (intrants), attitudes et pratiques socioculturelles.

#### ***Amélioration de l'habilitation économique***

131. *Un nombre impressionnant de projets visant à générer des revenus ont été initiés dans les classes. Bon nombre d'entre eux ont été lancés par des personnes qui ont participé au programme.* Les résultats de l'évaluation montrent que les programmes d'alphabétisation ont été profitables pour les apprenants qui ont bénéficié de connaissances pratiques dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage (récolte, soins apportés au bétail, artisanat). A titre d'exemple, 70% des apprenants qui travaillaient dans la production agricole ont indiqué que les aptitudes qu'ils ont acquises dans les programmes d'alphabétisation les ont aidés à augmenter leurs rendements et à tirer davantage de profits de la commercialisation de leurs produits.

#### ***Augmentation de la participation civique et amélioration des conditions de vie***

132. *Les conclusions de l'évaluation indiquent que les adultes qui ont achevé le programme d'alphabétisation avec succès participaient davantage aux structures de gouvernance de leur communauté, en termes d'assiduité et d'importance du rôle qu'ils y jouent. Ils ont adopté de meilleures pratiques sanitaires en termes d'hygiène personnelle et de propreté de l'environnement.* Les entretiens avec les leaders de communautés sur ces questions ont permis de confirmer les opinions émises par les apprenants ainsi que les observations et les impressions de l'équipe de chercheurs.

#### ***Réduction des inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation***

133. *La participation massive des femmes aux programmes d'alphabétisation renforce la politique de discrimination positive mise en œuvre en Ouganda pour réduire les inégalités d'opportunités*

*offertes aux hommes et aux femmes. En conséquence, la participation des femmes illustre parfaitement le potentiel de transformation socio-économique des programmes d'alphabétisation.* L'un des résultats les plus remarquables des programmes d'alphabétisation est qu'ils tendent à donner de l'assurance aux femmes. En outre, la plupart des questions traitées dans ces programmes (santé, sécurité alimentaire, questions de genre et d'environnement, etc.) s'adressent davantage aux femmes qu'aux hommes.

## **8. BONNES PRATIQUES, DEFIS ET IMPLICATIONS POUR LE FUTUR**

### **8.1 Bonnes pratiques**

#### *o Pertinence des programmes pour la vie professionnelle et la vie quotidienne*

134. La plupart des programmes d'alphabétisation pour adultes qui sont mis en oeuvre en Ouganda ont adopté une approche adéquate pour s'assurer de leur propre pertinence : ces programmes sont conçus à partir d'une analyse de situation et de l'évaluation des besoins, des intérêts et des contraintes des apprenants potentiels. En général, ces programmes tiennent également compte des caractéristiques locales. Le programme national sert de référence et est adapté en fonction des conditions locales car les matériels sont produits en langues locales. Même les ouvrages, tels que les livres d'initiation et de post-initiation sont conçus de manière à pouvoir être adaptés aux besoins, aux intérêts et aux contraintes de diverses catégories d'apprenants.

135. L'approche "intégrée", qui caractérise le programme d'alphabétisation fonctionnelle des adultes mis en oeuvre par l'Etat, contribue également à renforcer la pertinence du programme pour les participants en veillant à : axer le contenu de l'enseignement sur des besoins, des intérêts et des contraintes spécifiques; faire intervenir divers spécialistes; intégrer l'apprentissage et la vie de manière à ce que les connaissances et les aptitudes puissent être immédiatement appliquées au monde du travail et dans la vie.

136. L'approche REFLECT vise à renforcer la pertinence des programmes d'alphabétisation en évitant l'emploi de programmes ou de matériels conçus à l'avance et en permettant aux apprenants de participer à la conception des programmes et des matériels à mesure que l'apprentissage progresse. Cette démarche place les contraintes et les besoins ressentis par l'apprenant, pendant l'apprentissage, au cœur de ce processus et veille à ce que les apprenants adhèrent aux solutions qui leur sont proposées.

#### *o Habilitation des apprenants*

137. L'approche REFLECT est un bon exemple de la démarche centrée sur l'habilitation de l'apprenant. En effet, le fait que les apprenants conçoivent leurs programmes et leurs matériels leur donnent l'opportunité, non seulement de s'approprier fortement ces outils, mais aussi de développer la capacité de concevoir leur futur apprentissage. Lorsqu'elle est correctement appliquée, l'approche REFLECT permet de développer la capacité des apprenants à trouver et utiliser des informations. Elle peut également leur donner suffisamment d'assurance pour participer efficacement, à divers niveaux, à la vie politique et sociale.

138. Le fait que les participants aux programmes d'alphabétisation mis en oeuvre en Ouganda aient déclaré que ces derniers leur avaient permis de participer plus efficacement à la gouvernance de leur communauté indique que les autres approches qui ont été appliquées dans ce pays ont également contribué à promouvoir l'habilitation des apprenants. Très significativement, l'un des résultats les plus remarquables des programmes d'alphabétisation qui ont été évalués est d'avoir aidé les femmes à avoir confiance en elles-mêmes.

o *Efficacité interne et efficacité des programmes*

139. Il importe de s'arrêter sur le taux très élevé d'achèvement des programmes d'alphabétisation en Ouganda. Ce taux montre que ces programmes ont répondu aux attentes de la majorité des apprenants. Ceux-ci regrettent simplement de ne pas avoir la possibilité de poursuivre des études. Cela confirme que ces programmes sont pertinents et adaptés aux besoins des apprenants. L'évaluation de 1999 a révélé un autre résultat très intéressant : après avoir suivi un programme d'alphabétisation d'une durée de neuf mois, à raison de trois heures en moyenne par semaine, les participants à ces programmes avaient acquis en lecture, en écriture et en calcul, des aptitudes équivalentes à celles d'élèves de la quatrième année de l'enseignement primaire évoluant dans un environnement similaire ! Cette preuve d'efficacité a été d'autant plus surprenante que la base matérielle de ces programmes est précaire et que les cours sont dispensés par des facilitateurs bénévoles ayant un niveau d'éducation faible.

o *Lien avec l'éducation formelle*

140. D'une manière générale, les programmes d'alphabétisation pour les adultes sont très faiblement liés à l'éducation formelle. Comme déjà indiqué plus haut, des efforts sont en cours pour remédier à cette situation, mais ils sont très lents. Les initiatives prises par des ONG ou par des structures à caractère commercial, dans ce sens, sont bonnes. A cet égard, le Family Basic Education Project (Education de base à la vie familiale) mis en oeuvre par LABE mérite d'être cité. Ce projet a testé une méthodologie qui lie effectivement l'éducation des adultes et celle des enfants et renforce ainsi l'apprentissage par les parents et par les enfants.

o *Contribution à l'édification d'une société alphabétisée*

141. Les programmes d'alphabétisation des adultes contribuent à l'effort national visant à réaliser l'objectif EPT qui consiste à réduire le taux d'analphabétisme de moitié à l'horizon 2015. En érigeant l'alphabétisation des adultes en priorité, dans son cadre de planification, l'Ouganda a démontré sa détermination à édifier une société alphabétisée. La contribution des programmes d'alphabétisation des adultes à la réalisation de cet objectif a progressé lentement mais de manière régulière ; le fait qu'ils aient permis de toucher 1,2 million de jeunes et d'adultes justifie les investissements qui ont été effectués dans ce secteur.

## 8.2 Les défis

o *Questions relatives à la couverture*

142. En 2002, le ministère de la Promotion de la femme, de l'Emploi et du Développement social a estimé que seuls 4% des besoins en alphabétisation des adultes étaient couverts (NALSIP, 2002). Bien que ce taux ait augmenté depuis lors, seuls 10% environ des jeunes analphabètes et 20% des adultes analphabètes sont couverts. A ce rythme, il sera vraisemblablement difficile d'atteindre l'objectif du NALSIP qui vise à desservir 50% de la population analphabète d'ici à 2007. De même, il y a peu de chances que l'Ouganda atteigne l'objectif de Dakar qui consiste à réduire le taux d'analphabétisme chez les adultes de moitié d'ici à 2015. Selon le document publié par l'UNESCO, qui a été cité à la section 2.1 ci-dessus, les projections de taux de couverture concernant l'Ouganda se situent entre 30% et 40%, bien que ce pays ait lancé, il y a huit ans, un programme universel d'éducation primaire qui a permis de tripler les effectifs de ce secteur. Quoi qu'il en soit, le taux d'achèvement des études reste faible, ce qui produit un nombre considérable de jeunes analphabètes déscolarisés.

o *Ressources humaines et autres ressources*

143. Le manque de ressources est la principale entrave généralement citée pour expliquer la lenteur des progrès de l'alphabétisation des adultes en Ouganda. L'observation de la réalité sur le terrain confirme ce diagnostic. Comme indiqué ci-dessus, les instructeurs et les facilitateurs sont très peu formés en raison du manque de ressources financières. Leur niveau d'éducation est également faible car le programme est tributaire de facilitateurs bénévoles généralement peu motivés qui ne bénéficient

d'aucune incitation. L'apprentissage se fait dans des conditions déplorables faute de financements pour les améliorer et acquérir du matériel pédagogique et didactique.

○ *Efficacité interne*

144. D'une manière générale, l'efficacité interne des programmes d'alphabétisation mis en oeuvre en Ouganda est étonnamment forte, avec cependant, des exceptions significatives qui constituent des défis. Un taux de défection de 20% peut sembler faible. Toutefois, le fait que ces apprenants abandonnent les cours parce que ceux-ci ne répondent pas à leurs attentes mérite d'être pris en compte par les promoteurs de ces programmes. Un nombre important de facilitateurs ayant bénéficié d'une formation financée à l'aide des maigres ressources disponibles quitte le programme. Cela constitue un gaspillage considérable.

○ *Acquisition et rétention de l'aptitude à lire, écrire et compter*

145. L'évaluation du programme d'alphabétisation mis en oeuvre en Ouganda a révélé que ce programme débouche sur l'acquisition d'aptitudes en lecture et en calcul qui équivalent à celles du niveau de la quatrième année de l'enseignement primaire. Ce résultat est impressionnant. Toutefois, en termes de niveau fonctionnel atteint, ces performances, rudimentaires, ne sont pas plus satisfaisantes que le niveau des élèves de la quatrième année de l'enseignement primaire. Des efforts devraient être consentis pour veiller à ce que les aptitudes acquises dans les programmes d'alphabétisation mis en oeuvre en Ouganda soient pérennes et puissent être utilisées par les participants dans leur vie quotidienne et dans leur vie professionnelle.

○ *Intégration de l'apprentissage, de la pratique et de la vie*

146. L'approche "intégrée" qui caractérise le programme d'alphabétisation fonctionnelle mis en oeuvre en Ouganda, permet de veiller à ce que ce programme soit effectivement pertinent et fonctionnel. La mise en oeuvre d'un tel programme constitue cependant un énorme défi. L'alphabétisation, on le sait, ne sert à rien si elle n'est pas appliquée dans la vie professionnelle et dans la vie quotidienne. Les programmes devraient par conséquent veiller à ce que ce lien soit établi automatiquement. Dans cette perspective, il est urgent de renforcer les ressources humaines des programmes d'alphabétisation mis en oeuvre en Ouganda pour faire en sorte qu'ils soient appliqués comme prévu au moment de leur conception.

○ *Promotion de l'apprentissage continu et de l'apprentissage tout au long de la vie au profit des jeunes et des adultes déscolarisés*

147. Il est établi que la planification et la pratique de l'alphabétisation des adultes, en Ouganda, ne permettent pas véritablement de promouvoir l'apprentissage continu et l'apprentissage tout au long de la vie au profit des jeunes et des adultes déscolarisés. Ceux-ci doivent trouver, par eux-mêmes, des opportunités de poursuivre des études. Or, celles-ci sont quasiment inexistantes. Pourtant, de très nombreux participants aux programmes d'alphabétisation des adultes souhaiteraient continuer à apprendre. Les autorités et d'autres promoteurs de services d'alphabétisation devraient, par conséquent, s'efforcer de répondre rapidement et efficacement à cette demande.

### **8.3 Implications pour les politiques et pour la pratique**

Compte tenu des défis identifiés ci-dessus, les implications suivantes pour les politiques et la pratique sont suggérées :

○ *Politique et mécanismes de régulation*

148. Sous l'impulsion de la société civile et en collaboration avec elle, l'Etat devrait accélérer le rythme d'élaboration des politiques afin d'établir un cadre de référence solide et des directives concernant l'alphabétisation des adultes et l'éducation des adultes en général, en Ouganda. Plus spécifiquement, il importe de mener rapidement à terme le processus, en cours, de développement d'un cadre de qualification de manière à ce que les autres phases du NALSIP puissent être mises en oeuvre.

○ *Approches de la fourniture de programmes*

149. Les diverses approches de l'alphabétisation qui sont appliquées en Ouganda semblent avoir un dénominateur commun : le désir de répondre aux besoins les plus pressants des apprenants. Le fait que l'offre de programmes soit suffisamment diversifiée actuellement permet de répondre à une multiplicité de besoins et d'intérêts et donne beaucoup de choix aux apprenants, constitue pour les promoteurs de services, une mine d'informations. Les efforts déployés par ces derniers pour répondre aux attentes des apprenants et améliorer la pertinence des programmes méritent d'être soulignés, bien que, dans la pratique, ces initiatives se soient traduites par des succès limités, pour diverses raisons. Les promoteurs de services d'alphabétisation devraient s'efforcer de lever ces contraintes, et veiller notamment, à renforcer les ressources humaines pour que leurs programmes, bien conçus sur le papier, puissent porter leurs fruits.

○ *Ressources pour l'alphabétisation et la promotion de l'utilisation des aptitudes acquises*

150. L'inclusion, par l'Etat, de l'alphabétisation des adultes dans le Plan de lutte contre la pauvreté montre que les autorités ougandaises considèrent ce secteur comme un domaine d'investissement prioritaire. Toutefois, le niveau de financement de ce programme reste trop faible pour produire un impact significatif. Le manque de ressources financières constitue une sérieuse contrainte qui limite à la fois les possibilités d'expansion et d'amélioration de la qualité des services d'éducation des adultes en Ouganda. Il conviendrait de mobiliser des ressources supplémentaires pour promouvoir l'utilisation des aptitudes acquises en permettant aux adultes ayant terminé leur programme avec succès d'accéder à des matériels de lecture utiles dans leur langue maternelle et dans leur langue d'alphabétisation.

○ *Echanges et coordination*

151. La nécessité, pour les divers promoteurs de services d'éducation pour les adultes, d'échanger des idées et des expériences est reconnue et a produit déjà des résultats significatifs. Le réseautage reste cependant limité dans la pratique. Une plus grande coordination des initiatives et un renforcement de la collaboration pourraient certainement produire des changements considérables, compte tenu, notamment, de la modicité des ressources disponibles dans le secteur de l'alphabétisation des adultes en Ouganda.

○ *Développement de mécanismes et de pratiques visant à promouvoir l'apprentissage continu et l'apprentissage tout au long de la vie en faveur des jeunes déscolarisés et des adultes*

152. L'Ouganda devrait davantage s'efforcer de répondre à la demande d'éducation continue qui a été exprimée par les apprenants. La mise en place des politiques et des mécanismes de régulation recommandés plus haut pourrait aider à progresser dans ce sens. Toutefois, il conviendra également de revoir l'orientation des promoteurs privés et publics de services d'alphabétisation. Il importe, certes, de veiller à assurer à tous, un minimum d'accès à l'éducation en considérant, par ailleurs, qu'on ne peut pas faire mieux, compte tenu des ressources disponibles. On peut toutefois s'efforcer de faire preuve de créativité pour aller au-delà d'un enseignement rudimentaire. Certaines organisations dont il a été question à la section 3.0 ci-dessus travaillent déjà dans ce sens. L'Etat et les autres promoteurs de services d'alphabétisation pourraient s'inspirer de tels exemples.

## Références

1. Archer D., et Cottingham S. *REFLECT Mother Manual*, Londres : Aide et Action, 1996.
2. Bhola, H. S. 1983. "The promise of literacy: Campaigns, programs, and projects." Report of the International Seminar on Campaigning for Literacy. Udaipur, Inde ; 4–11 janvier, 1982. Baden-Baden, Allemagne : Nomos Verlagsgesellschaft.
3. Carr-Hill R. A. (ed. ); *Adult Literacy Programs in Uganda*. Washington : Banque mondiale, 2001.
4. Ladefoged, P., Glick R., & Criper, C.(eds), *Language in Uganda*. Nairobi : Oxford University Press, 1971.
5. Ministère de la Promotion de la femme, de l'Emploi et du Développement social (MGLSD), *National Adult Literacy Strategic Investment Plan*. Kampala : Gouvernement de l'Ouganda, 2002.
6. Ministère de la Décentralisation, "Survey for Functional Adult Literacy". Kampala : Gouvernement de l'Ouganda, 1992.
7. Okech A. *Innovative Approaches to Adult Literacy/Education currently used in Uganda*. Kampala : SNV, the Netherlands Development Organisation, 1994.
8. Okech A. *Needs Assessment Survey for Functional Adult Literacy in Karamoja Uganda 2000*. Kampala : Programme alimentaire mondial et ministère de la Promotion de la femme, de l'Emploi et du Développement social, 2000.
9. Okech A. et Majanja-Zaaly'Embikke I.M., *Needs Assessment Survey for Functional Adult Literacy in Kalangala District*. Kampala : ICEIDA et MGLSD, 2002.
10. Okech A. et Majanja-Zaaly'Embikke I.M.) *Needs Assessment Survey for Functional Adult Literacy on Islands of Mukono District*. Kampala : ICEIDA et MGLSD, 2004.
11. Okech, A. et al. *Report of Evaluation of the Functional Adult Literacy Program in Uganda 1999*. Kampala : Ministère de la Promotion de la femme, de l'Emploi et du Développement social et Mission de la Banque mondiale en Ouganda, 1999.
12. Oxenham J., Diallo A.H., Katahoire A.R., Petkova-Mwangi A., Sall O. *Skills and Literacy Training for Better Livelihoods: A Review of Approaches and Experiences*. Washington : Banque mondiale, 2002.
13. Parry, K. (ed.) *Language and Literacy in Uganda*. Kampala : Fountain Publishers, 2000.
14. Rogers, A. *Re-thinking Adult Literacy and Post-Literacy – from an international perspective*. Uppingham, G.B., Uppingham Press, 2001.
15. Scribner S. Introduction in Wagner D. A. (ed.) *The Future of Literacy in a Changing World*. Cresskill : Hampton Press, 1999.
16. UNESCO, *The Hamburg Declaration and Agenda for the Future*. Hambourg : UIE, 1997.

**Tableau A1** Etat de l'alphabétisation en Ouganda par groupes d'âge, par sexe, pour la population âgée de 10 ans et plus

Groupe d'âge	Population alphabétisée			Population analphabète			Total		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
<b>Zones rurales</b>									
10 - 14	1.119.191	1.104.901	2.224.092	457.331	436.463	893.794	1.576.522	1.541.364	3.117.886
15 - 29	2.117.697	1.984.607	4.102.304	504.727	946.494	1.451.221	2.622.424	2.931.101	5.553.525
30 - 44	1.006.414	708.020	1.714.434	353.885	749.788	1.103.673	1.360.299	1.457.808	2.818.107
45 - 59	389.225	216.620	605.845	175.209	444.766	619.975	564.434	661.386	1.225.820
60 - 74	196.046	64.908	260.954	172.237	322.646	494.883	368.283	387.554	755.837
75 et plus	46.603	17.871	64.474	87.546	122.316	209.862	134.149	140.187	274.336
<b>Total</b>	<b>4.875.176</b>	<b>4.096.927</b>	<b>8.972.103</b>	<b>1.750.935</b>	<b>3.022.473</b>	<b>4.773.408</b>	<b>6.626.111</b>	<b>7.119.400</b>	<b>13.745.511</b>
<b>Zones urbaines</b>									
10 - 14	159.856	185.633	345.489	20.674	24.986	45.660	180.530	210.619	391.149
15 - 29	475.960	524.337	1.000.297	36.275	68.075	104.350	512.235	592.412	1.104.647
30 - 44	217.608	168.052	385.660	20.106	41.979	62.085	237.714	210.031	447.745
45 - 59	57.833	41.009	98.842	7.785	21.397	29.182	65.618	62.406	128.024
60 - 74	16.888	11.621	28.509	5.959	16.485	22.444	22.847	28.106	50.953
75 et plus	4.357	3.952	8.309	3.506	7.916	11.422	7.863	11.868	19.731
<b>Total</b>	<b>932.502</b>	<b>934.604</b>	<b>1.867.106</b>	<b>94.305</b>	<b>180.838</b>	<b>275.143</b>	<b>1.026.807</b>	<b>1.115.442</b>	<b>2.142.249</b>
<b>OUGANDA</b>									
10 - 14	1.279.047	1.290.534	2.569.581	478.005	461.449	939.454	1.757.052	1.751.983	3.509.035
15 - 29	2.593.657	2.508.944	5.102.601	541.002	1.014.569	1.555.571	3.134.659	3.523.513	6.658.172
30 - 44	1.224.022	876.072	2.100.094	373.991	791.767	1.165.758	1.598.013	1.667.839	3.265.852
45 - 59	447.058	257.629	704.687	182.994	466.163	649.157	630.052	723.792	1.353.844
60 - 74	212.934	76.529	289.463	178.196	339.131	517.327	391.130	415.660	806.790
75 et plus	50.960	21.823	72.783	91.052	130.232	221.284	142.012	152.055	294.067
<b>Total</b>	<b>5.807.678</b>	<b>5.031.531</b>	<b>10.839.209</b>	<b>1.845.240</b>	<b>3.203.311</b>	<b>5.048.551</b>	<b>7.652.918</b>	<b>8.234.842</b>	<b>15.887.760</b>

Source : Bureau national de la statistique (2004), Enquête démographique et enquête auprès des ménages, 2002

